

JEUNES

*Une nouvelle énergie
pour l'agriculture africaine*

INTERVIEW

*Reeta Roy : les jeunes, moteurs
de la transition agricole africaine*

CACAO

*Une culture rentable
pour les producteurs malgaches*

N°184 | Mars - Mai 2017

SPORE

spore.cta.int

Coopératives nouvelle génération

UNE APPROCHE PLUS COMMERCIALE



Le développement agricole et agroalimentaire analysé et déchiffré





MALABO
MONTPELLIER
PANEL

Données Probantes et Dialogue pour de meilleurs résultats en Agriculture et en Sécurité Alimentaire

Le Panel Malabo Montpellier est constitué par un groupe d'experts agricoles internationaux qui orientent les choix des politiques visant à accélérer le progrès vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique. Le Panel est conjointement établi par le Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, l'Université de Bonn et l'Imperial College de Londres.

Dr Ousmane Badiane

Co-Président

Institut International de Recherche sur les
Politiques Alimentaires

Professeur Joachim von Braun

Co-Président

Centre de Recherche pour le Développement
(ZEF), Université de Bonn

Dr Adebisi Araba

Centre International pour l'Agriculture
Tropicale

Tom Arnold

Institut des Affaires Internationales et
Européennes

Professeur Noble Banadda

Université de Makerere

Dr Patrick Caron

Groupe d'Experts de Haut Niveau sur la
Sécurité Alimentaire des Nations Unies

Sir Gordon Conway

Imperial College de Londres

Professeur Gebisa Ejeta

Université de Purdue

Dr Karim El Aynaoui

OCP Policy Center

Professeur Lisa Sennerby Forsse

Académie Royale de l'Agriculture et de la
Sylviculture de Suède

Professeur Sheryl Hendriks

Université de Pretoria

Professeur Muhammadou Kah

Université ADA de Baku

Dr Agnes Kalibata

Alliance pour une Révolution Verte en
Afrique

Dr Wanjiru Kamau-Rutenberg

Femmes Africaines dans la Recherche
Agricole et le Développement

Nachilala Nkombo

ONE Campaign

Ishmael Sunga

Confédération Sud-Africaine des
Syndicats Agricoles

H.E. Tumusiime Rhoda Peace

Ancien Commissaire de l'Union Africaine

SPORE N°184

TENDANCES

4 | Jeunes : une nouvelle énergie pour l'agriculture africaine

PRODUCTION AGRICOLE

8 | Exploiter le manioc
9 | Culture *in vitro* en Jamaïque

ENVIRONNEMENT

10 | Jacinthe d'eau : aubaine environnementale
11 | Les serres en bambou ont la cote

RECHERCHE

12 | Insectes, alimentation animale du futur ?
13 | Riz : partenariat afro-coréen

NUTRITION ET SANTÉ

14 | Améliorer la qualité et la consommation du lait au Rwanda
15 | WHYFARM : les plus jeunes pour la sécurité alimentaire

ÉCONOMIE BLEUE

16 | Des satellites contre la pêche illicite
17 | Aide aux pêcheurs somaliens

INTERVIEW

18 | Reeta Roy : les jeunes, moteurs de la transition agricole africaine

21 | Dossier

COOPÉRATIVES NOUVELLE GÉNÉRATION
Une approche plus commerciale

33 | Économie

34 | CHAÎNES DE VALEUR

Chaîne du froid : renforcer le maillon faible

36 | COMMERCE

Pacifique : bio à l'horizon

38 | BUSINESS

Cacao caribéen : de la fève à la tablette

39 | FINANCE

Partager les risques : un objectif difficile pour 2017

40 | PUBLICATIONS

ÉDITORIAL

Promouvoir les jeunes entrepreneurs en agriculture

Michael Hailu, directeur du CTA



Pour rendre l'agriculture plus productive, profitable et durable, il est indispensable d'attirer des jeunes talentueux vers le secteur et de tirer parti de leurs énergie et innovations. Avec 70 % de jeunes Africains vivant dans des zones rurales et plus de 50 % de la

population des pays ACP âgée de moins de 30 ans, il est crucial que davantage de jeunes s'engagent partout dans les chaînes de valeur agricoles pour faire face aux enjeux socio-économiques du continent. Les efforts du CTA doivent donc dans une large mesure s'attacher à appuyer et promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture.

Le chômage des jeunes, qui sont chaque année 10 à 12 millions à entrer sur le marché du travail africain, est un défi majeur que l'agriculture pourrait relever. Celle-ci est de plus en plus perçue comme un secteur offrant un avenir prometteur aux jeunes des pays ACP et une voie pour stimuler la croissance rurale. Dans l'interview de ce numéro de *Spore*, Reeta Roy, présidente et directrice générale de la MasterCard Foundation, souligne à quel point il est important d'aider la jeunesse africaine à transformer le secteur agricole du continent.

Les agro-entreprises et l'entrepreneuriat présentent un fort potentiel pour augmenter les opportunités d'emploi des jeunes et réduire la migration campagnes-villes. L'analyse et les reportages de la rubrique Dossier mettent en avant des coopératives de nouvelle génération plus axées sur l'agroalimentaire et plus attrayantes pour les jeunes entrepreneurs.

Parallèlement, les TIC contribuent à moderniser l'agriculture, améliorer l'efficacité des chaînes de valeur, offrir de nouvelles opportunités d'emploi et attirer plus de jeunes vers le secteur. Les jeunes agriculteurs qui mettent leurs outils et compétences en TIC au service de leurs entreprises agricoles ont généralement de meilleurs rendements, revenus et statuts sociaux. Il est ainsi vital de faciliter l'accès aux TIC et d'améliorer la connectivité haut débit en milieu rural pour attirer les jeunes entrepreneurs vers l'agriculture. Ces efforts doivent s'accompagner d'un renforcement accru des capacités d'utilisation des TIC, adapté au développement des agro-entreprises. Le CTA appuie plusieurs initiatives visant à distinguer et encourager des jeunes et start-ups qui innovent dans les TIC dans tous les pays ACP, pour qu'ils puissent développer des services viables au bénéfice du secteur agroalimentaire.

J'ai été ravi de participer au Sommet Young Africa Works à Kigali, au Rwanda, en février 2017 et de constater l'enthousiasme et l'énergie des jeunes entrepreneurs participant à la conférence. Nombre d'entre eux ont reçu l'aide du CTA pour transformer leurs idées en entreprises prospères et nous avons le plaisir, dans ce numéro de *Spore*, de mettre en lumière quelques-unes de ces réussites.

AGRICULTURE AFRICAINE

Les jeunes, moteurs de la transformation

L'Afrique a la population la plus jeune du monde. Cette jeune main-d'œuvre pourrait stimuler l'innovation en agriculture et la transformer, mais 72 % des jeunes Africains vivent avec moins de 1,85 € par jour.

Olivia Frost et Pius Sawa

Chaque année, 11 millions de jeunes Africains entrent sur le marché du travail, mais ils sont nombreux à ne pas trouver d'emploi. Le continent est confronté à une double crise du travail : le manque d'emplois pour la jeunesse et l'augmentation du nombre de jeunes cherchant du travail. L'agriculture, plus important secteur d'emploi en Afrique, offre toutefois des opportunités en termes d'emploi et de prospérité économique.

“Le secteur agricole devrait créer 8 millions d'emplois stables d'ici 2020 et jusqu'à 14 millions si son développement est accéléré”, explique Ann Miles, directrice des programmes, de l'inclusion financière et des moyens de subsistance des jeunes à la MasterCard Foundation, qui a hébergé le second Sommet Young Africa Works à Kigali, Rwanda, les 16 et 17 février 2017. “L'agriculture doit être une des priorités des plans de développement pour le continent si l'on veut assurer un avenir prospère aux jeunes Africains.”

Pour se développer, le secteur agricole doit utiliser davantage les outils, technologies et pratiques modernes afin de promouvoir l'entreprenariat des jeunes.

Lors du Sommet, les jeunes ont pu échanger sur leurs réussites en matière d'emploi, de sécurité alimentaire, de valeur ajoutée et aussi de lutte contre le changement climatique.

Déverrouiller l'agrofinance

L'une des plus grandes difficultés pour les jeunes est d'accéder aux financements ; les jeunes entrepreneurs ont besoin de nouvelles ressources pour faire croître leurs projets. Selon Brian Bosire, fondateur de UjuziKilimo, qui offre des informations agricoles précises aux petits agriculteurs, “les jeunes ne peuvent offrir les garanties nécessaires, j'espère voir les banques proposer de meilleurs modèles pour financer les activités des jeunes”.

Bien que l'agriculture emploie 65 % de la population africaine et représente 32 % du PIB, moins de 1% des prêts bancaires sont consacrés à ce secteur. Sans accès au crédit, les jeunes sont incapables d'acheter des intrants de qualité ou d'investir pour accroître production et rendements. Il existe toutefois une entreprise, FarmDrive, qui aide les jeunes à accéder au crédit en utilisant des informations sur les agriculteurs

– ainsi que des données satellitaires et météorologiques et les chiffres du marché – pour évaluer la solvabilité et recommander des prêts aux institutions financières. La cofondatrice Rita Kimani déclare : “Notre modèle consiste à aider les institutions financières à évaluer les risques, ainsi que la capacité et la volonté des agriculteurs de rembourser leurs emprunts, tout en veillant à ce que les produits proposés par les banques leur conviennent.” Plus de 3 000 agriculteurs kényans collaborent actuellement avec FarmDrive, qui a appuyé pour 125 000 € de prêts en 2016.

La transformation par la technologie

Les jeunes compétents sur le plan numérique sont encouragés à intégrer la technologie dans l'agriculture et la moderniser. Au Kenya, 90 % des jeunes utilisent leurs téléphones portables dans leurs pratiques agricoles. Les jeunes qui travaillent au très innovant iHub du Kenya, un espace permettant de créer et partager des idées dans la communauté technologique, sont devenus grâce aux TIC moteurs du développement technologique. Les deux principales innovations d'iHub sont M-Farm – qui indique



© IDRIS ADENYI/ITA

La production agricole est primordiale pour les revenus des jeunes en Afrique.

les prix du marché aux producteurs (par le biais d'applications ou de SMS) et les met en relation avec des acheteurs – et iCow, qui offre aux éleveurs des informations adaptées, dont les prix du bétail et les soins vétérinaires.

UjuziKilimo utilise aussi la messagerie SMS interactive pour relier les agriculteurs entre eux, et des capteurs pour saisir les données pédologiques et agricoles afin de leur envoyer des conseils en temps réel sur les engrais nécessaires, la lutte contre les ravageurs, les marchés, etc. Cette entreprise n'emploie que des jeunes : "Personne n'a plus de 30 ans, ma conviction est que les jeunes apportent des compétences diverses et beaucoup de nouvelles idées", souligne Brian Bosire.

Pour soutenir les innovations des jeunes en matière de TIC et leur esprit d'entreprise, le CTA a lancé en 2013 le Programme AgriHack Talent, qui a impliqué plus de 600 jeunes innovateurs et

Accéder à une information vitale

Farmerline, une entreprise sociale qui développe des plateformes web et applications mobiles sur des données agricoles, est une jeune équipe d'entrepreneurs en pleine croissance basée au Ghana. L'entreprise envoie des SMS et messages vocaux sur divers sujets, prévisions météorologiques, prix des marchés, nouvelles techniques agricoles, applications de produits agrochimiques et financements, aux agriculteurs et pêcheurs, dans leur langue locale.

Alloysius Attah et Emmanuel Owusu Addai, deux diplômés de l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah, ont créé Farmerline lorsqu'ils ont reçu en 2012 un prix de 560 € au concours Mobile Web Ghana Apps Competition, organisé par la Fondation World Wide Web. Alloysius a souligné, au Sommet Young Africa Works, que "la vision de l'entreprise est d'apporter des informations permettant l'autonomisation des agriculteurs des zones les moins connectées du Ghana". Depuis sa création en 2013, Farmerline a bénéficié de l'appui d'initiatives du CTA comme Apps4Ag et Top 20 des innovations, ce qui a l'aider à atteindre plus de 200 000 petits producteurs africains.

entrepreneurs et soutenu la création de produits et start-ups dans le domaine des TIC, comme FarmDrive. Pitch AgriHack ! est un nouvel élément du programme – une formation intensive suivie d'un

concours, qui permet d'obtenir des subventions et des investissements pour élargir les services offerts. En 2016, 152 start-ups ont participé au projet pilote Pitch AgriHack !, dont UjuziKilimo.

"Nous avons constaté que le nombre de jeunes activement impliqués dans des entreprises génératrices de valeur ajoutée augmentait et que la majorité (plus de 70 %) étaient des femmes."

Surmonter les obstacles

Selon une analyse récente des obstacles sexospécifiques influant sur les moyens de subsistance des jeunes, réalisée par le think tank britannique Overseas Development Institute (ODI),

› l'une des principales difficultés limitant la réussite des jeunes femmes agripreneurs est l'inégalité d'accès aux ressources indispensables, terres, financements et services d'information. Alesia Ofori Dedaa, diplômée de la MasterCard Foundation, pense que les efforts nationaux pour atteindre les objectifs de développement durable permettront de surmonter ces obstacles. Elle a ainsi notamment "constaté que le nombre de jeunes activement impliqués dans des entreprises génératrices de valeur ajoutée augmentait et que la majorité (plus de 70 %) étaient des femmes".

"La transformation de l'agriculture africaine permet une émancipation des femmes et des jeunes", souligne Pilirani Khoza, fondatrice de la Bunda Female Students Organisation (BUFESO), qui aide les étudiants défavorisés à l'Université d'agriculture et des ressources naturelles de Lilongwe, au Malawi. Préoccupée par le manque de femmes dans l'enseignement supérieur, elle a créé la BUFESO pour donner aux jeunes femmes les moyens de poursuivre des études scientifiques et agricoles en finançant partiellement leurs frais de scolarité et autres charges. Elle a également créé un Programme étudiants diplômés-agricultrices sur le changement climatique qui associe des exploitantes agricoles à des diplômés pendant un mois et leur permet de se former à l'utilisation de technologies climato-intelligentes.

"Les jeunes sont de plus en plus conscients des difficultés et opportunités liées à la nécessaire transition vers une

"Il faut transmettre des méthodes de culture respectueuses de l'environnement et réduisant les émissions de carbone à la prochaine génération pour qu'elle devienne agent du changement dans son environnement et améliore ses moyens de subsistance."

croissance à faible intensité en carbone et sont nombreux à s'associer aux dialogues nationaux et mondiaux cherchant des solutions, à s'impliquer et agir", explique Sithembile Ndema Mwamakamba, directeur des programmes sur l'agriculture climato-intelligente du Réseau pour l'analyse des politiques sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles (FANRPAN).

Selon S. N. Mwamakamba, la créativité des jeunes est précieuse pour la recherche de solutions innovantes au changement climatique. Au Ghana, par exemple, des jeunes ont fabriqué des cadres de bicyclettes en bambou, souvent primés : les émissions de dioxyde de carbone sont réduites de 70 % et l'initiative contribue à réhabiliter les forêts locales. La Bamboo Bike Academy, hébergée par la Bamboo Bike Initiative, propose aussi des cours sur la fabrication et la mécanique des bicyclettes pour donner aux jeunes et aux femmes les moyens de créer leurs propres petites entreprises.

"L'enthousiasme et l'énergie de la jeunesse sont au cœur de l'élaboration de mesures d'atténuation du changement climatique", explique Janet Maro,

fondatrice de Sustainable Agriculture Tanzania (SAT). "Il faut transmettre des méthodes de culture respectueuses de l'environnement et réduisant les émissions de carbone à la prochaine génération pour qu'elles deviennent les agents du changement dans leur environnement et améliorent leurs moyens de subsistance." SAT est un réseau de formation agricole qui a autonomisé presque 1 000 jeunes depuis 2011 et travaille actuellement avec 33 groupes de jeunes dans tout le pays. Les groupes reçoivent des formations en agriculture écologique et/ou élevage de volaille, ainsi qu'en transformation et valorisation des aliments, en compétences commerciales et en développement de l'esprit d'entreprise. "Ces activités extra-agricoles sont très lucratives pour les jeunes", confirme Janet Maro.

Engager le secteur privé

Le secteur privé joue un rôle essentiel pour inciter les jeunes à travailler dans l'agriculture. Selon le Dr Eleni Gabre-Madhin, directrice générale et fondatrice de la première pépinière et plateforme pour les jeunes agripreneurs en Éthiopie, blueMoon, 90 % des

Les jeunes ouverts au numérique sont prêts à intégrer la technologie dans leurs pratiques agricoles.



emplois sont créés par le secteur privé en Afrique. Dans le cadre de son programme de pépinières d'entreprises de quatre mois, blueMoon met en relation de nouvelles agro-entreprises innovantes et des hauts dirigeants et chefs d'entreprises du secteur privé éthiopien. "Nous devons encourager les jeunes à voir grand et à créer des entreprises évolutives qui puissent absorber les millions de jeunes entrant chaque année sur le marché du travail", précise-t-elle.

En Ouganda, KadAfrica, une entreprise de transformation du fruit de la passion, utilise la culture fruitière pour aider les filles de 14 à 20 ans ayant abandonné l'école à devenir des moteurs économiques dans leurs communautés. L'entreprise achète 100 % des fruits qu'elles produisent au prix du marché et les revend au secteur privé ; elle traite avec 20 acheteurs locaux réguliers et deux compagnies d'exportation basées à Kampala. Plus de 1 600 jeunes filles ont jusqu'à présent participé au programme de six mois qui porte sur des formations pratiques, l'accès à la terre, les semences de qualité, les intrants agricoles, l'appui technique, l'esprit d'entreprise, etc. La culture de ce fruit leur rapporte en moyenne 66 € par mois. "À la fin du programme, elles peuvent retourner à l'école, créer leur propre entreprise ou cultiver le fruit de la passion. La formation les aide à gérer et investir", affirme Eric Kaduru, fondateur et directeur général de KadAfrica.

Mise en œuvre des politiques

Au cours des dix dernières années, les décideurs africains ont adopté un vaste éventail de politiques pour aider les jeunes. En 2006, les États membres de l'Union africaine (UA) ont mis en œuvre le premier projet africain de politiques nationales efficaces pour la jeunesse. La Charte africaine de la jeunesse, qui reconnaît que les jeunes sont des partenaires et représentent une condition essentielle du développement durable, a été signée par 42 États membres et ratifiée par 38 d'entre eux. Cela a lancé une "décennie pour la jeunesse et le développement", permis l'approbation en 2008 d'une feuille de route sur 10 ans pour la mise en œuvre de la Charte, et favorisé un dialogue constant sur les politiques ; en 2011, le thème du Sommet de l'UA a accéléré la responsabilisation

Résorber le chômage des jeunes

Grace Wanere a été la première finaliste du concours du meilleur blog sur les jeunes et l'agriculture (YoBloCo), qui vise à sensibiliser la jeunesse et améliorer ses capacités en matière de développement agricole et rural dans les pays ACP. "À la demande générale, nous avons commencé à proposer des formations entre agriculteurs aux gens qui voulaient en savoir plus sur les entreprises agroalimentaires décrites sur le blog", explique-t-elle. L'initiative Youth Agro-Environmental, qu'elle a fondée, développe des livres électroniques sur diverses entreprises et a reçu en 2013 un prix de l'innovation de Google pour ses efforts dans le secteur agricole.

Grace Wanere a pour ambition de voir l'agriculture traditionnelle de subsistance se transformer en agrobusiness. Son organisation axée sur les communautés cible essentiellement les jeunes chômeurs kényans. "L'avenir de notre économie est entre les mains de la jeunesse", souligne-t-elle. "Sans l'énergie, l'innovation et la passion des jeunes, l'industrie agricole est condamnée." L'initiative a déjà touché plus de 1 000 jeunes entre 18 et 35 ans, dont la plupart ont participé à la formation entre agriculteurs sur l'agrobusiness.



© ILLUME FOR THE MASTERCARD FOUNDATION

de la jeunesse. "L'adoption et la mise en vigueur de la Charte africaine de la jeunesse représentent une étape importante puisque les pays africains s'engagent à mettre en œuvre des politiques globales et intersectorielles pour les jeunes, avec leur participation active", explique S. N. Mwamakamba.

Les organismes régionaux s'intéressent aussi toujours plus aux politiques pour la jeunesse, la plupart des pays africains s'efforcent de faire participer les jeunes aux processus politiques et décisionnels. Au Ghana, la politique nationale pour la jeunesse a pour principal objectif de promouvoir l'engagement des jeunes dans l'agriculture moderne. Une des clés de cette politique est le programme des jeunes dans l'agriculture (YIAP), qui leur permet d'acquérir des tracteurs, semences, engrais, produits agrochimiques, moissonneuses et services commerciaux avec des prêts sans intérêt. Les jeunes participants reçoivent aussi des formations et équipements de base pour se lancer dans la transformation, la valorisation et la vente. Depuis son lancement en 2009, YIAP a créé des emplois agricoles pour plus de 150 000 jeunes.

Francis Arinaitwe, président des jeunes d'une paroisse du district de Mayuge, en Ouganda, et bénévole pour

Restless Development, affirme toutefois que l'écart entre jeunes et décideurs doit encore être comblé pour permettre aux jeunes de participer pleinement à l'élaboration des politiques. "Il est grand temps que les décideurs cessent de nous considérer comme des bénéficiaires", a-t-il déclaré au Sommet Young Africa Works de 2017. "Pensez à nous comme des participants à la réflexion sur les politiques, à leur conception et à leur mise en œuvre." S. N. Mwamakamba convient que "les stratégies d'incitation de la politique agricole actuelle doivent être ajustées pour favoriser le développement et l'engagement de la jeunesse dans l'agriculture, non pour les décourager. Les pays africains ont besoin d'instruments stratégiques visant à changer la perception de l'engagement des jeunes dans l'agriculture, notamment par la formation supérieure".

Pour se développer, le secteur agricole doit faire appel à des outils, technologies et pratiques modernes pour promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Et si le Sommet Young Africa Works a contribué à démontrer que des initiatives intéressantes et novatrices apparaissent çà et là, il reste encore beaucoup à faire pour que les jeunes puissent réaliser leur potentiel dans des systèmes agroalimentaires productifs et durables. ■



La transformation des épluchures de manioc en aliments pour animaux pourrait créer près de 100 000 emplois au Nigeria.

© IHEANACHO OKIKE/ILRI

VALORISATION

Exploiter le manioc

Une technique permet de transformer les épluchures de manioc en aliments pour animaux, créant de nouveaux marchés pour l'élevage au Nigeria.

Sophie Reeve

Une technique de transformation des épluchures de manioc frais en produits d'alimentation animale de qualité a été développée au Nigeria. Des chercheurs sont parvenus à réduire le temps nécessaire pour sécher ces épluchures abondantes et bon marché de trois à un jour, voire à six heures dans certains cas. Le mélange sec qui en résulte est aéré, séché au soleil et trié en fonction de différents calibres pour l'alimentation d'animaux comme les ruminants ou la volaille. Grâce à cette technique mise au point par l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), environ 50 millions de tonnes d'épluchures actuellement gaspillées chaque année pourront être transformées en un produit d'alimentation



750

personnes, femmes et hommes, seront formées à la transformation des épluchures de manioc par Niji Foods

animale commercialisable, avec à la clé quelque 100 000 emplois potentiellement créés.

Au Nigeria, près de 3 millions de ménages (85 % de femmes) produisent chaque année 50 millions de tonnes de manioc, ce qui génère aussi environ 14 millions de tonnes de sous-produits,

notamment des épluchures et des tubercules trop petits, qui sont jetés. Le séchage et calibrage des épluchures fournit une source prête-à-emploi et durable de fourrage et pourrait aussi améliorer les revenus des femmes en Afrique de l'Ouest.

La demande en aliments pour animaux à base d'épluchures de manioc a été stimulée au Nigeria grâce à de multiples essais qui ont mis en évidence la qualité nutritive des produits. Fort de ces résultats prometteurs, Niji Foods, une entreprise de transformation du manioc qui a participé à ces essais, installe actuellement trois unités de transformation d'épluchures de manioc. En partenariat avec l'ILRI, Niji Foods formera 750 personnes, femmes et hommes, à la transformation des épluchures de manioc et à la gestion d'entreprise, avec, à la clé, la création d'emplois à long terme. L'organisation confiera en outre une partie de la propriété à au moins trois groupes de femmes. Le directeur de programme à l'ILRI, le Dr Acho Okike, explique : "Ce produit, actuellement considéré comme un déchet, coûtera, à poids égal, deux fois moins cher que le maïs, une réelle charge économique

en moins pour le secteur de l'alimentation animale." M. Okike poursuit en expliquant que ce nouveau processus "pourrait permettre de dégager environ 2 millions de tonnes de maïs pour la consommation humaine, ce qui contribuera à renforcer les efforts nationaux pour la sécurité alimentaire".

Au Cameroun, un forum régional de pays d'Afrique centrale a été mis en place afin de faciliter le dialogue et les échanges sur la valorisation de la culture du manioc. Le forum biennal organisé par le CTA et la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale vise à réunir les acteurs et institutions concernés par la chaîne de valeur du manioc pour examiner les défis et les opportunités liés à la culture de manioc. Vincent Fautrel, coordinateur senior du programme "Chaînes de valeur agricoles" au CTA, explique : "Le manioc a longtemps été associé à la pauvreté rurale alors qu'il peut être un réel outil de transformation économique." Il appelle ainsi la région à investir davantage dans cette culture qui a permis d'augmenter la production agricole au Ghana et au Nigeria.

"Ce produit, actuellement considéré comme un déchet, coûtera, à poids égal, deux fois moins cher que le maïs."

Cinq cent soixante-trois parcours agronomiques – au Nigeria et en Tanzanie – ont été réalisés par l'African Cassava Agronomy Initiative (ACAI) afin de résoudre des questions en rapport avec les engrais à recommander, les meilleures techniques de plantation et la culture intercalaire, afin de permettre la culture du manioc pendant toute l'année. À l'aide des résultats de ces parcours, les chercheurs s'emploient à mettre au point des outils d'aide à la décision afin d'améliorer les rendements du manioc et les moyens d'existence des petits producteurs. Le projet de l'ACAI entend formuler des recommandations qui pourraient être adoptées à grande échelle sur le continent. ■

✦ Plus d'informations du CTA sur le manioc : <http://bit.ly/2lfziFS>

POMMES DE TERRE

Culture *in vitro* en Jamaïque

La Jamaïque investit dans la multiplication *in vitro* de semences de pomme de terre en vue d'accroître la production et de réduire les importations.

Stephanie Lynch

La multiplication *in vitro* de semences de pomme de terre de première génération à l'aide de la culture tissulaire est sur le point de démarrer dans trois laboratoires nouvellement équipés en Jamaïque. Le Fonds d'investissement social jamaïcain (JSIF) a confirmé être en mesure de produire 4,8 millions de microtubercules de pomme de terre par an, dans des laboratoires situés au Conseil de la recherche scientifique, à la Station de recherche Bodles et à l'Université de la Caraïbe du Nord.

Le JSIF met en œuvre ce projet dans le cadre d'un programme national de développement de la pomme de terre irlandaise financé par le gouvernement (130 000 euros), en vue de réduire la dépendance vis-à-vis des importations de semences de pomme de terre. Actuellement, en Jamaïque, 90 % d'entre elles sont importées. Souvent, il s'agit de semences de 5^e ou 6^e génération, porteuses de maladies et avec de faibles rendements agricoles. La multiplication *in vitro* est l'une des manières les plus fiables d'éviter la propagation de maladies, qui peuvent affecter les récoltes de plus de 2 000 cultivateurs jamaïcains de pommes de terre.

Les semences de première génération produites dans les laboratoires seront vendues aux agriculteurs locaux et exportées en Europe, ce qui contribuera à améliorer les rendements, à renforcer l'autosuffisance de la Jamaïque, à créer de nouveaux emplois et à stimuler les recettes en devises étrangères. Le coût de la production locale de microtubercules s'élève à environ 1,32 million d'euros, tandis que leur importation coûte 2 millions d'euros. Le programme prévoit de produire suffisamment de semences pour la demande locale de pommes de terre d'ici 2020. ■



Culture de pommes de terre *in vitro*

JACINTHE D'EAU

Aubaine environnementale

L'une des plantes aquatiques les plus envahissantes au monde est aussi une opportunité de développement des espaces lacustres et fluviaux du Bénin.

Claude Biao

Ce n'est pas un hasard si les populations de l'agglomération lacustre de So-ava, à 35 km au nord de Cotonou, ont surnommé la jacinthe d'eau du nom évocateur de "togblé" (le pays est gâché en langue fon). En effet, dix pieds de cette plante aquatique peuvent en produire jusqu'à 800 000 en moins d'un an. Or si elle est redoutée pour ses propriétés envahissantes, la jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*) est devenue une véritable aubaine pour nombre d'habitants de So-ava, à 35 km au nord de Cotonou (Bénin). L'histoire de ce revirement commence lorsque David Gnonlonfoun et Fohla Mouftaou s'aperçoivent des nombreuses propriétés de la jacinthe d'eau. En effet, la structure spongieuse de sa fibre en fait un excellent absorbant, sans compter son utilité pour la fertilisation des sols et pour l'alimentation des lapins, en raison de sa forte teneur en nitrates. Ainsi, en s'inspirant de l'usage positif qu'en fait l'entreprise mexicaine Tema (croisée au détour de leurs recherches), pour lutter contre les marées noires et dépolluer les barrages notamment, les deux associés ont mis en place une entreprise, Green Keeper, destinée à sa récolte et à sa transformation.

Une entreprise écologiquement et socialement responsable

Pour réaliser sa mission, Green Keeper s'appuie sur une main-d'œuvre de 400 personnes dont les deux-tiers sont des femmes. Ce parti pris s'appuie sur la structure socio-économique des villages lacustres de la zone de So-ava où les femmes sont les principales actrices de la chaîne de production, prenant part à la pêche et s'occupant presque exclusivement de la vente des produits halieutiques dérivés.

"Nous avons formé les femmes à la collecte et au séchage de la jacinthe. Elles livrent ensuite les plantes séchées à la compagnie qui en évalue la qualité et les paie en fonction des quantités livrées", explique Exhaussé Hounsa-Totin, responsable des approvisionnements chez Green Keeper. Pour une rémunération qui est passée - l'entreprise étant devenue rentable - de 100 francs CFA (0,15 euros) aux débuts de l'entreprise à 400 francs CFA (0,60 euros) par sac de 10 kg, elles collectent et séchent les jacinthes d'eau. Rosaline



Collectrices de jacinthe d'eau pour Green Keeper, à So-ava (Bénin)

Adanhoun, responsable des collectrices de jacinthes de So-Ava, pour qui cette activité est devenue la principale source de revenus, témoigne : "Le travail est certes difficile ; la collecte de la plante et son séchage nécessitent beaucoup d'efforts. Cependant, les revenus générés par cette activité me permettent de joindre les deux bouts et de scolariser mes enfants. En outre, ce que fait l'entreprise participe à l'amélioration et l'assainissement de notre cadre de vie. En effet, la jacinthe constitue un obstacle à la navigation et à la pratique de la pêche sur nos eaux."

Outre la consolidation de l'ancrage social de l'entreprise de David Gnonlonfoun et Fohla Mouftaou, les résultats témoignent de la pertinence d'une telle stratégie. Trois ans après sa création, Green Keeper Africa utilise chaque mois 500 tonnes de jacinthe dont elle tire 200 tonnes de fibres dépolluantes utilisées essentiellement dans le nettoyage industriel des hydrocarbures. Elle commence ainsi à se positionner comme une entreprise qui compte dans ce domaine. En effet, un an après sa création, Green Keeper Africa a décroché son premier contrat important de nettoyage industriel avec la filiale béninoise du suisse Oryx. Mais David Gnonlonfoun et Fohla Mouftaou ne s'en cachent pas : à terme, il s'agira de se lancer dans la conquête de l'Est où le marché nigérian suscite leur convoitise. Et pour cela l'entreprise peut aussi compter sur ses partenaires dont la société coopérative SENS (Solidarités Entreprises Nord-Sud), un fonds d'investissement basé à Dassa-Zoumè, à 200 km au centre du Bénin, qui apporte formation et appui financier aux PME promouvant le développement durable dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. ■

500 t

de jacinthe d'eau
sont transformées
chaque mois par
Green Keeper.

Les serres en bambou ont la cote

Au Nigeria, le bambou est utilisé comme alternative durable pour la construction de serres à un prix abordable.

Oluyinka Alawode

Les agriculteurs nigériens utilisent des serres en bambou pour protéger leurs cultures des événements climatiques imprévisibles. Depuis 2015, GCity Farm Venture Nigeria Ltd – une société nigérienne privée – a fait appel à l'expertise kényane pour installer plus de 80 serres en bambou dans différents États du pays. Ces serres sont utilisées pour la culture de poivrons, tomates et légumes à feuilles par des producteurs souhaitant stabiliser leurs revenus agricoles.

GCity a confirmé son intention de poursuivre l'installation de serres en bambou dans le pays afin de répondre à une demande toujours plus forte. "Les bambous sont originaires du Nigeria et le pays est sans conteste de plus en plus conscient de la nécessité d'en planter davantage", explique Njeru Barnabas, cadre chez GCity Farm Venture.

Le bambou fait l'objet d'une forte demande au Kenya et en Tanzanie. En revanche, son usage n'est guère répandu au Nigeria, d'où son coût peu élevé qui permet de l'utiliser pour fabriquer des serres. Une serre en bambou de 0,05 ha coûte 820 000 NGN (2 466 €), soit environ la moitié du prix d'une serre en métal de dimensions similaires (1,5 million NGN, soit 4 511 €).

Le bambou peut également être recyclé ; après 4 à 10 ans, à la fin de la durée de vie d'une serre, le bambou peut être utilisé comme compost pour améliorer la structure du sol et réduire l'érosion. En outre, contrairement au bois et au métal, le bambou n'a pas tendance à se déformer en fonction du climat. L'approvisionnement en bambou auprès d'agriculteurs locaux, à proximité des sites d'installation, permet de diminuer les frais de transport et l'empreinte carbone.

Dans un contexte de changement et d'instabilité climatiques, les serres permettent aux producteurs de protéger leurs cultures contre une saison des pluies trop abondante ou en retard grâce à un système d'irrigation goutte-à-goutte.

Ces serres facilitent également la lutte contre les maladies et les nuisibles, comme les mineuses des tomates (Tuta absoluta), qui, en 2016, ont gravement réduit les rendements en tomates dans de nombreux États du pays. Les tomates cultivées sous serre ont un rendement annuel plus élevé et régulier que les tomates cultivées en plein air, améliorant les revenus des producteurs (hors pleine saison, le prix des tomates peut augmenter de 800 %). Ces serres en bambou offrent ainsi un très bon retour sur investissement. ■



Cultiver les tomates dans une serre en bambou permet aux producteurs de pallier l'imprévisibilité des précipitations.

Eau

Optimiser la ressource

DANS SON PLAN d'action 2017 des ministres de l'Agriculture, le G20 s'est engagé à protéger les réserves d'eau mondiales. Le plan demande ainsi aux États membres d'encourager les investissements publics et privés dans la conservation, la protection et l'utilisation durable de l'eau, notamment dans la gestion de l'eau et les systèmes d'irrigation. Toutefois, la stratégie a pour objectif premier d'intégrer l'utilisation et la gestion durables de l'eau dans les politiques agricoles, de promouvoir les pratiques agricoles innovantes et la lutte contre le gaspillage. Le G20 a conçu ce plan d'action pour soulager les réserves d'eau mondiales, de plus en plus sous pression suite à l'augmentation de la population et au changement climatique.

✦ Pour en savoir plus (en anglais uniquement) : <https://tinyurl.com/ld9tgup>

Foncier

Un site dédié

LA FONDATION Reuters, liée à l'agence de presse internationale du même nom, a lancé un site Internet consacré aux droits fonciers dans le monde. Le site PLACE (Property, Land, Access, Connections, Empowerment) entend regrouper la première équipe mondiale de journalistes sur le sujet. En Afrique, 90 % des droits fonciers ne sont pas enregistrés. Une situation qui conduit à des crises silencieuses, comme l'explique à *Jeune Afrique* Monique Villa, présidente de la fondation Reuters : "Le déni de certains droits fondamentaux conduit à l'exploitation, il peut détruire les moyens de subsistance et engendrer des conflits." Si certains articles évoquent expulsions et spoliations, le site présente aussi des expériences réussies pour garantir l'accès à la terre.

✦ Pour en savoir plus (en anglais uniquement) : www.thisisplace.org

INSECTES

Alimentation animale du futur ?

Des chercheurs est-africains ont identifié des insectes pouvant intervenir dans la fabrication d'aliments pour animaux plus nutritifs que les farines de poisson.

Sophie Reeve

Au Kenya et en Ouganda, une initiative de recherche multi-bailleurs développe actuellement des aliments pour animaux à base d'insectes aux qualités nutritionnelles supérieures, garants d'un élevage de volailles et de poissons durable, sûr et rentable. Les chercheurs qui participent au projet "Intégration d'insectes aux aliments pour la volaille et le poisson en Afrique subsaharienne" (INSFEED) mené par le Centre international de physiologie et

d'écologie des insectes, icipe, au Kenya, et à l'Université de Makerere, en Ouganda, ont identifié 16 espèces bien plus riches en protéines brutes, en acides gras polyinsaturés, en flavonoïdes, en vitamines et en minéraux que les farines de poisson utilisées actuellement dans les aliments pour la volaille et le poisson.

L'élevage de volaille et la pisciculture comptent parmi les secteurs agroalimentaires à la plus forte croissance dans de nombreux pays d'Afrique

subsaharienne. La très bonne santé de ces secteurs offre aux petits exploitants une bonne occasion d'augmenter leurs revenus. Cependant, la demande en aliments pour animaux de qualité augmente également. Ces aliments représentent 60 à 70% des coûts de production et le coût élevé des poissons d'argent entrant dans leur fabrication est rédhibitoire.

Le potentiel du marché des aliments pour animaux à base d'insectes a été évalué avec l'aide de fabricants d'aliments du secteur privé ; des entretiens avec des petits exploitants ont montré que 91 % des éleveurs de volaille et 85 % des pisciculteurs souhaitent utiliser des aliments à base d'insectes. Le projet INSFEED a alors formé plus de 75 éleveurs et jeunes agripreneurs à l'élevage de masse d'insectes. Cet élevage est basé sur des techniques durables, accessibles et rentables, comme la récolte des mouches bleues du genre *Calliphora*, une espèce abondante localement.

Pour remplacer seulement 5 % de la farine de poisson utilisée dans les aliments pour volaille fabriqués au Kenya, pas moins de 32 000 tonnes d'insectes secs seraient nécessaires. Il est donc essentiel d'associer les jeunes agripreneurs à la production de ces volumes. Au Kenya, un projet de recherche – the Metro AgriFood Living Lab – aide des jeunes à lancer leur propre entreprise, et, parmi eux, beaucoup s'intéressent à l'élevage d'insectes. Depuis 2015, des formations ont ainsi permis à 35 jeunes d'élaborer des projets d'entreprise de qualité afin d'attirer les financements de banques et d'institutions de microfinance. Le Dr Dorothy Nakimbugwe, en charge du projet, explique : "C'est vraiment fabuleux d'entendre le public manifester son enthousiasme et son intérêt dans des émissions de radio locale. Nombreux sont les auditeurs qui demandent où se procurer des insectes pour l'élevage."

Au Kenya, suite au succès d'une série de réunions visant à encourager l'utilisation d'insectes dans les aliments pour bétail, le Comité national de l'alimentation du bétail a préparé et publié en janvier, aux fins d'examen public, un projet de réglementation pour l'utilisation d'aliments à base d'insectes. Son homologue ougandais planche, quant à lui, actuellement sur l'amendement à la réglementation sur l'alimentation animale, qui inclut désormais les insectes. ■



Seize espèces d'insectes sont élevées et récoltées, parmi lesquelles les "mouches soldats noirs" (ou BSF, Black Soldier Flies).

Biosécurité

Partenariat pour la formation

LE PARTENARIAT Australie-Afrique pour la biosécurité végétale facilite le transfert de compétences en matière de conception, exécution et gestion de la biosécurité végétale à destination des personnels d'institutions publiques de dix pays africains. La formation initiale de six semaines a été suivie par 15 participants, en Australie. Outre les compétences techniques requises, elle a aussi abordé la communication avec le public et la sensibilisation des politiques, essentielles pour le succès à long terme de la biosécurité. Les 15 personnes formées en Australie forment désormais, en Afrique, 30 nouveaux participants sélectionnés en 2016.

“Triple S” Multiplication des patates douces

UNE TECHNIQUE de multiplication radriculaire des plants permet aujourd'hui de remédier à la pénurie de plants de patate douce en améliorant la production des agriculteurs d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda et de Tanzanie. Développé par les chercheurs du Centre international de la pomme de terre (CIP) et baptisé “Triple S” (*sand, stockage, sprouting* ou “sable, stockage, germination”), ce système permet aux agriculteurs de stocker les racines de patate douce dans le sable pendant la saison sèche, de les planter dans des lits de semis six à huit semaines avant la saison des pluies et de produire suffisamment de plants à mettre en terre une fois que les pluies commencent.

RIZ

Partenariat afro-coréen

Le Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) et la République de Corée produisent de nouvelles variétés de riz afin d'accroître la production en Afrique.

Busani Bafana

Des chercheurs d'AfricaRice produisent actuellement des variétés à haut rendement et résistantes au stress, dont les variétés de type Tongil coréen, dans le cadre d'une initiative en faveur de plus de 35 millions de petits exploitants de 20 pays africains. Dans le cadre de l'Initiative afro-coréenne sur l'alimentation et l'agriculture en Afrique, le Centre soutiendra également – en partenariat avec l'Administration de développement rural de la République de Corée – la multiplication de semences et la diffusion des cultivars nouvellement produits. Grâce à l'utilisation d'une technique de production innovante, le partenariat devrait développer et distribuer bien plus rapidement de nouvelles variétés de riz en Afrique.

Le riz est, après le maïs, la deuxième source d'apport calorique en Afrique mais la production n'est pas suffisante pour répondre à la demande, toujours plus importante. À lui seul, le Nigeria a importé 17 millions de tonnes de riz sud-asiatique et américain au cours de ces cinq dernières années. Après la crise du marché céréalière en 2008, le Nigeria a fait de la culture du riz, dont le prix du sac a doublé en 2016, une priorité.

Les variétés de type Tongil coréen peuvent produire jusqu'à 8 tonnes par hectare de riz blanchi, un rendement quatre fois supérieur au rendement moyen des agriculteurs africains. Certaines variétés supportant des températures peu élevées, la riziculture pourra être étendue aux zones de haute altitude d'Afrique de l'Est et australe. “Ces nouvelles variétés devraient se caractériser par un rendement élevé et



© BUSANI BAFANA

Des variétés améliorées de riz sont déterminantes pour aider les petits agriculteurs à augmenter leur productivité.

des grains de qualité supérieure. Elles permettront d'améliorer la production de riz en étendant les zones et les périodes de culture du riz”, explique Baboucarr Manneh, du Centre régional d'AfricaRice au Sénégal.

Pour accélérer le développement et la distribution de ces variétés de riz en Afrique, les chercheurs utiliseront une technique innovante, la “culture d'anthères”, qui ramène à un an le temps nécessaire au développement d'une nouvelle variété, alors qu'il faut habituellement trois ans environ pour développer une lignée fixe. “Pour produire des anthères, nous excisons des bourgeons de fleurs encore fermés les organes mâles qui renferment le pollen et, à l'aide de techniques spécialisées, nous les transformons – *in vitro* – en jeunes plants”, explique B. Manneh. “La fixation de plants provenant d'anthères n'exige pas une propagation sur plusieurs générations, ce qui réduit le temps nécessaire au développement de nouvelles variétés de riz.” ■

SALUBRITÉ DU LAIT

Une meilleure qualité et une consommation sans danger

Au Rwanda, un programme en faveur du secteur laitier a mis en place une double approche afin d'assurer qualité sanitaire et compétitivité des produits.

Sophie Reeve

Au Rwanda, un programme visant à renforcer la compétitivité du secteur laitier (RDCP II) est en train d'améliorer la qualité sanitaire des produits laitiers. Ce programme s'emploie à développer l'expertise des petits producteurs dans les domaines de l'alimentation améliorée des vaches laitières, de la santé du cheptel, de la qualité et manutention du lait, et de la gestion de la reproduction. Le programme de l'USAID, mis en œuvre par Land O'Lakes, améliore aussi les revenus des exploitants en les aidant à fournir de plus grandes quantités de lait non contaminé aux centres de collecte et aux grands transformateurs laitiers. En outre, des campagnes de marketing sur les bienfaits nutritionnels du lait ont touché 1,6 million de consommateurs, augmentant ainsi la demande.

Le secteur laitier contribue au PIB rwandais à hauteur de 6 %. Toutefois, la consommation de lait cru et produits laitiers vendus *via* des canaux informels est à l'origine d'importants risques de santé publique, puisqu'ils peuvent transmettre des maladies, comme la brucellose et la tuberculose bovines. Les petits exploitants n'ayant souvent pas accès aux financements et infrastructures nécessaires pour assurer la propreté, le stockage approprié et le contrôle de la température, la salubrité de leurs produits n'est en effet pas garantie.

Les problèmes de qualité des produits sont également un obstacle au développement des entreprises de transformation laitière. "Nous refusions 60 % du lait en provenance des centres de collecte du pays. D'où notre capacité limitée à augmenter les volumes et transformer davantage", explique Chris Kabalira, directeur du marketing et des ventes chez Inyange Industries, la plus grande entreprise de transformation laitière du pays. En 2012, le RDCP II a organisé des formations pour les producteurs en matière de production et de qualité. Les centres de collecte du lait ont quant à eux bénéficié de formations commerciales et techniques. "Les rejets de



© STEPHANE MALYONCIAT

Au Rwanda, la demande de lait et produits laitiers augmente chaque jour.

lait aux centres de collecte sont désormais quasi inexistant, et nos volumes transformés sont passés de 20 000 à 100 000 litres de lait par jour", se félicite Chris Kabalira.

Le RDCP II a introduit en 2013 un programme de marque de qualité. Le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales (MINAGRI) octroie un label de qualité à des acteurs de la chaîne du lait en reconnaissance et en récompense du respect des normes et des exigences en vigueur. "Le programme de marque de qualité est conçu pour récompenser la qualité et commence au niveau des exploitations", explique Ernest Ruzindaza, secrétaire permanent du MINAGRI.

La demande des consommateurs en lait et produits laitiers a été renforcée grâce à des messages ciblés sur l'importance du lait pour la santé et la nutrition des ménages. La campagne de promotion de la consommation de produits laitiers du RDCP II – *Shisha Wumva* – a élargi la diffusion de ces messages, notamment grâce à des spots radiophoniques et des panneaux d'affichage un peu partout dans le pays. Ces efforts ont atteint 1,6 million de consommateurs et la consommation de lait par personne est passée d'environ 40 litres en 2012 à 59 litres en 2016. ■



1,6 million

de consommateurs ont été atteints par la campagne du RDCP II.

Les jeunes aux avant-postes

WHYFARM incite les plus jeunes à s'impliquer dans l'agriculture et contribuer à relever le défi de la crise alimentaire mondiale en Afrique et dans les Caraïbes.

Stephanie Lynch

Un jeune agriprenneur de Trinité-et-Tobago a conçu une approche innovante en matière d'éducation et d'éducation des jeunes d'âge scolaire, qui met l'accent sur l'importance de l'agriculture pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Alpha Sennon, fondateur de WHYFARM, envisage de faire de ces enfants les exploitants de demain qui nourriront les populations. Comment ? En faisant de l'agriculture une "agricoolture" à l'aide de son super-héros, *Agriman*. Cette société sans but lucratif originaire des Caraïbes, où la moyenne d'âge des agriculteurs est de 55 ans, envisage de relever le défi de l'alimentation pour tous en 2050. Alpha Sennon est parfaitement conscient du fait qu'"il ne s'agit pas seulement de produire des aliments aujourd'hui, il faut assurer la durabilité du secteur pour les générations futures". Pour cette raison, WHYFARM a fait le choix de divertir les plus jeunes tout en les éduquant afin de transformer leur vision de l'agriculture

et d'influencer leurs décisions en vue d'améliorer la nutrition.

AgriVenture – des camps d'aventures agricoles – est une autre initiative de WHYFARM. WHYFARM Haïti a reçu une subvention de l'organisation américaine The Pollination Project pour l'aider à financer ces camps d'une durée de deux mois pour 30 jeunes. Les enfants apprennent à aménager et cultiver leur propre potager, et, grâce à des activités ludiques et pratiques, ils découvrent les pratiques agricoles durables, comme le compostage et la préservation des ressources en eau. En suscitant l'intérêt des participants pour le développement agricole, ces camps leur donnent les moyens de contribuer à la sécurité alimentaire au sein de leur communauté.

À Trinité-et-Tobago, *Agriman* s'est ainsi rendu dans des écoles avec l'équipe de WHYFARM. Celui-ci a travaillé avec les enfants, leur a montré par exemple comment planter facilement leurs propres arbres fruitiers grâce à la boîte SelGri (*self-growing*) de WHYFARM. Les séances donnent des idées aux jeunes en leur montrant des nouvelles technologies utilisées dans le secteur agricole. Après la visite d'*Agriman* à l'école pour filles de Arima, à Trinité-et-Tobago, Alpha Sennon a constaté que "les enfants étaient vraiment enthousiastes et voyaient l'agriculture d'un autre œil".

Des projets axés sur le développement des compétences agricoles et des connaissances nutritionnelles des plus jeunes, à l'aide de moyens ludo-éducatifs, sont également mis en œuvre actuellement par les équipes de WHYFARM au Rwanda et en Zambie. ■



Agriman transforme la perception qu'ont les jeunes de l'agriculture.

Malnutrition

Les décideurs interpellés

UNE CAMPAGNE MONDIALE, Génération Nutrition, a découlé sur des recommandations clés pour permettre aux organisations agricoles de combattre la malnutrition infantile. Des recherches menées sur plus de 7 000 programmes agricoles ont révélé que beaucoup n'avaient pas pu démontrer qu'une augmentation des rendements avait amélioré la nutrition et le régime alimentaire. Génération Nutrition appelle les décideurs politiques à concevoir des programmes agricoles autour d'objectifs nutritionnels en incorporant des cibles et indicateurs explicites, en particulier pour les petits producteurs et les groupes vulnérables. Les autres recommandations plaident notamment pour renforcer les approches agricoles qui intègrent la nutrition, et s'attaquer aux causes multisectorielles de la sous-nutrition.

Nouveau

Des truffes à la tomate

DU CHOCOLAT À BASE de tomates séchées du Nigeria a été distribué lors du Forum économique mondial de 2017. Objectif : sensibiliser à la faim et transformer les "déchets" alimentaires en source de revenus supplémentaires pour les jeunes agriculteurs. La truffe, créée par les frères Roca, trois chefs espagnols, a été baptisée d'après la région nigériane de Kaduna. Selon l'ONU, jusqu'à 75 % des 1,5 million de tomates récoltées chaque année au Nigeria n'atteignent jamais les étals. Les chefs, ambassadeurs de bonne volonté de l'ONU, étudient différentes techniques de conservation des aliments : "L'industrie alimentaire ne doit pas être une menace pour la durabilité, mais une source de développement durable", ont-ils expliqué dans un entretien avec le Programme des Nations unies pour le développement.

TECHNOLOGIES

Des satellites contre la pêche illicite

La cartographie par image satellite permet de repérer les pratiques de pêche illicites et de mieux protéger les ressources halieutiques mondiales.



Le trait bleu représente les mouvements du navire de la Central Pacific Fishing Company détectés par satellite. Le navire entre clairement dans la zone protégée des îles Phoenix, signalée en rouge.

Stephanie Lynch

Des organisations internationales et des autorités politiques soutiennent actuellement l'introduction de nouvelles technologies et initiatives essentielles pour faciliter l'identification de pratiques de pêche illicites, non déclarées et non réglementées (INN). L'objectif est de faciliter ainsi l'application d'une réglementation plus stricte en matière de lutte contre la corruption dans le secteur de la pêche. Le lancement (en septembre 2016) de Global Fishing Watch, la première plateforme en ligne gratuite pour la surveillance des activités de plus de 35 000 bateaux de pêche, a marqué une étape importante vers un renforcement du contrôle et l'amélioration de la transparence des pratiques de pêche.

Le coût de la pêche INN est évalué à 9-22 milliards d'euros par an à l'échelle mondiale, dont 1,2 milliard rien qu'au large des côtes d'Afrique de l'Ouest. Ces

chiffres traduisent des pertes financières majeures tout en mettant en lumière un épuisement des ressources halieutiques mondiales, qui menace les moyens d'existence des quelque 500 millions de travailleurs du secteur de la pêche.

Global Fishing Watch, une initiative lancée par SkyTruth, Oceana et Google, permet à toute personne disposant d'un accès à Internet de contrôler les activités de pêche commerciale et d'identifier tout comportement suspect. La plateforme suit les mouvements des navires de pêche grâce au Système d'identification automatique (SIA) via des récepteurs satellitaires et terrestres. David Kroodsma, directeur de la recherche chez Global Fishing Watch, explique que cette technologie

“améliore considérablement la transparence du secteur de la pêche dans le monde. Des activités qui se déroulaient hors de tout contrôle visuel peuvent à présent être suivies”. La plateforme permet aux citoyens d'exiger que les fournisseurs de produits de la mer – mais aussi les autorités – rendent des comptes en cas de non-respect des réglementations de pêche durable. Cet outil simple aide les agences répressives à réunir les éléments de preuve nécessaires à des poursuites contre les pratiques de pêche illicites. Le gouvernement de Kiribati a ainsi utilisé des images produites par Global Fishing Watch pour suivre les mouvements d'un bateau de pêche des îles Marshall au sein de l'aire protégée des îles Phoenix (dans les Kiribati), forçant la Central Pacific Fishing Company à verser 1,8 million d'euros à titre de dédommagement.

Depuis que le rapport de 2014 *Agriculture, pêche, capitaux* de l'Africa Progress Panel a mis en évidence l'épuisement des ressources halieutiques océaniques suite à la pêche INN, le renforcement de la réglementation et l'amélioration de la transparence figurent au nombre des grandes priorités politiques. En février 2017, le Parlement européen a adopté à une écrasante majorité de nouvelles dispositions visant à lutter contre les pratiques de pêche INN en dehors de l'UE. Cette nouvelle législation devrait avoir un effet dissuasif sur la pêche commerciale illicite dans les eaux africaines, par exemple au large de la Somalie, où, sans l'aide de l'UE, le gouvernement ne disposerait pas des ressources nécessaires pour surveiller efficacement les chalutiers industriels aux moteurs extrêmement puissants qui pêchent en zones protégées.

Pour assurer la bonne application de la réglementation internationale de la pêche, l'Initiative pour la transparence des pêches (FiTI), une initiative multilatérale internationale, a lancé, le 27 avril 2017, son cadre pour la gestion transparente du secteur de la pêche. Introduite en 2015 avec le soutien des gouvernements de Guinée, d'Indonésie, de Mauritanie, du Sénégal et des Seychelles, la FiTI entend promouvoir des pratiques de pêche durables afin de protéger les écosystèmes océaniques et garantir la sécurité alimentaire. ■

9 à 22 milliards d'euros
tel est le coût annuel estimé de la pêche INN à l'échelle mondiale

Assurance

Pêche protégée

GRÂCE AU NOUVEAU système d'assurance-risque "Facilité pour la durabilité des ressources océaniques caribéennes (COAST)", 180 000 entreprises de pêche pourront être assurées contre les pertes provoquées par de graves intempéries. Ce système, conçu par le Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes (CRFM), vise à améliorer la résilience face au changement climatique et à accroître la sécurité alimentaire en proposant d'assurer le secteur de la pêche. En 2017, le CRFM envisage de tester COAST avec les pays volontaires avant le début de la saison des ouragans, au mois de juin. La Jamaïque est l'un des premiers pays à s'être déclarés intéressés.

MSC

Label controversé

LA CRÉDIBILITÉ DU LABEL MSC (*Marine Stewardship Council*) est bien entamée. Créé en 1997 par le WWF et Unilever, le MSC vise à préserver la durabilité des stocks de poissons en labellisant une pêche durable. Le label certifie aujourd'hui plus de 10 % des captures mondiales de poisson. Mais un rapport du WWF de novembre 2016 est sans appel : étant donné la surpêche et en l'absence de règles de capture, le thon pêché dans l'océan Indien ne devrait pas bénéficier du label. En décembre, l'ONG Bloom dénonçait quant à elle la labellisation de la pêcherie d'empereur en Nouvelle-Zélande. Ces poissons – qui vivent 150 ans – sont capturés grâce au chalutage profond, une pratique aujourd'hui interdite en Europe.



Les DCP se composent d'une grande bouée attachée à un "tapis" flottant de quelques mètres.

INNOVATION

Réhabiliter la pêche somalienne

Les dispositifs de concentration du poisson installés le long des côtes somaliennes améliorent les revenus des pêcheurs artisanaux.

Munyaradzi Makoni

Les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des pêcheurs artisanaux de 20 communautés de Somalie sont en voie d'amélioration grâce au déploiement de 25 dispositifs de concentration du poisson (DCP). Judicieusement placés en eaux profondes, les DCP attirent en très grand nombre des espèces habituellement inaccessibles aux pêcheurs artisanaux, tels le thon et le maquereau. Ces dispositifs réduisent par ailleurs la distance à parcourir pour pêcher et augmentent les revenus. Plus d'un million de Somaliens sont confrontés à une grave insécurité alimentaire et quelque 307 800 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë. Pour améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population et créer des emplois, notamment pour

les femmes, il est essentiel de réhabiliter le secteur de la pêche, victime de plusieurs années de conflit. Pour les jeunes, le projet "Communautés côtières contre la piraterie" offre une formation technique sur la gestion de la pêche à près de 200 bénéficiaires. L'objectif est de les aider à améliorer les prises, réduire les coûts et améliorer la gestion des ressources marines essentielles. "La lutte contre la piraterie doit aller au-delà du simple renforcement de la coordination régionale et des capacités de sécurité maritime, elle doit également être soutenue par la création d'autres moyens d'existence et opportunités économiques", explique Veronique Lorenzo, chef de la délégation de l'UE en Somalie. ■

✦ Pour en savoir plus : <http://bit.ly/1Kf15KB>

REETA ROY

Les jeunes, moteurs de la transition agricole africaine

Susanna Cartmell-Thorp

Reeta Roy, PDG de la MasterCard Foundation, souligne le travail de l'organisation en faveur de la jeunesse et nous parle du Sommet "Young Africa Works" organisé par la fondation les 16 et 17 février à Kigali, au Rwanda.

Les jeunes sont, selon vous, davantage des instigateurs de la transformation agricole que des participants passifs. Expliquez-nous votre point de vue.

Pilirani Khoza, un des jeunes agri-preneurs qui s'est exprimé durant ce sommet, écrit que la transformation agricole est un appel à la jeunesse du continent africain et que les jeunes sont des acteurs et des penseurs technologiques. Pilirani a tout-à-fait raison – les jeunes insufflent le changement, ils sont les fers de lance de la modernisation et de la transformation du secteur agricole en Afrique. Certains des jeunes qui ont pris la parole pendant le sommet ont d'ailleurs déjà eux-mêmes lancé leur propre entreprise ou initiative : accès des agriculteurs aux nouvelles techniques agricoles via des exploitations modèles en Tanzanie ; amélioration de l'accès des petits producteurs de café rwandais aux marchés de qualité ; ou encore développement

de systèmes alternatifs d'évaluation de la solvabilité pour les petits exploitants qui sont généralement exclus des systèmes bancaires et de prêt au Burundi.

Du côté de certains partenaires de la Fondation, nous avons également observé des innovations étonnantes qui permettent à de petits exploitants d'investir dans la chaîne de valeur agricole. Ainsi, avec *icipe* en Éthiopie, nous dispensons des formations à des jeunes souhaitant se lancer dans la production de fil de soie et de miel. Ces activités offrent des opportunités pour 25 000 autres personnes dans les secteurs de la récolte, de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation de miel et de soie brute. Nous nous attendons également à une demande accrue d'intrants, combinaisons anti-abeilles, gants, bacs d'élevage des vers à soie et rouets. Cela montre à quel point la jeunesse éthiopienne est en train de réécrire l'histoire

de l'agriculture à l'échelon communautaire – les jeunes sont bien plus que de simples producteurs, ils sont aujourd'hui des entrepreneurs, des acteurs de l'innovation et des hommes d'affaires.

Les jeunes africains exploitent aujourd'hui le changement technologique et se tournent vers des solutions de marché innovantes qui transforment le secteur de l'agriculture tout au long de la chaîne de valeur. Ils comprennent parfaitement que l'entrepreneuriat agricole est un engagement qui leur permettra de créer de l'emploi, de partager des connaissances et de devenir des modèles pour d'autres membres de leur communauté et d'autres habitants de leur pays et de leur continent. Ils sont conscients de l'ampleur des défis auxquels fait face le continent africain mais aussi des opportunités liées à ces défis.

Comment la MasterCard Foundation aide-t-elle les jeunes à moderniser l'agriculture et à améliorer la réponse de ce secteur aux défis liés au changement climatique en Afrique ?

Le secteur agricole offre aux jeunes africains des perspectives d'emploi – mais uniquement si nous regardons au-delà de l'agriculture et si nous nous intéressons aux chaînes de valeur agricole ; et si nous considérons les agri-entreprises, la transformation et la fabrication, la commercialisation, les exportations, le transport et les ventes de détail comme d'autres options viables. Pour assurer la survie à long terme du secteur agricole, il est essentiel d'apprendre comment gérer et atténuer l'impact du changement climatique. Nous saluons donc les efforts de jeunes entrepreneurs comme Janet Maro, fondatrice et directrice de Sustainable Agriculture Tanzania ("Tanzanie Agriculture durable"), qui nous a rejoints pour Young Africa Works 2017. Janet Maro ne travaille pas uniquement avec des agriculteurs, elle collabore aussi avec des universités et des fonctionnaires en charge des services de vulgarisation. Janet sait que les jeunes agriculteurs peuvent lutter contre l'impact du changement climatique, que ce soit en adoptant de meilleures techniques d'irrigation ou un système de rotation des cultures pour protéger les cultures et la fertilité des sols et garantir ainsi la sécurité alimentaire.



Reeta Roy souligne l'importance d'aider la jeunesse africaine à transformer l'agriculture du continent.

La Fondation oriente elle aussi les jeunes vers des programmes éducatifs et d'acquisition de compétences, les méthodes d'agriculture durable étant au cœur du processus pédagogique. À travers nos programmes, nous avons noué des partenariats avec des organisations qui travaillent directement avec des petits agriculteurs pour les aider à relever certains défis liés au changement climatique. Nous avons par exemple collaboré avec One Acre Fund afin de permettre à près de 330 000 agriculteurs du Kenya, du Rwanda et du Burundi d'avoir accès à la microfinance et à d'autres services financiers. Cette formation est axée sur les pratiques agricoles durables qui contribuent à la protection du sol et aborde des thèmes comme la prévention de l'érosion et la gestion intégrée de la fertilité des sols, ainsi que le compostage en vue de la production d'engrais biologiques.

Nous coopérons également avec NCBA CLUSA afin de mobiliser les jeunes et les inciter à mettre sur pied ou à renforcer des associations de jeunes assurant tutorat et développement des compétences dans le domaine de l'agriculture, pour les aider à améliorer durablement leurs conditions de vie. Ce projet met à profit le succès de l'initiative ougandaise d'agriculture écologique "Uganda Conservation Farming", menée au nord de l'Ouganda pour préserver les sols et les ressources en eau et améliorer la fertilité des terres affectées à l'agriculture.

“La jeunesse africaine utilise des technologies et des solutions de marché innovantes, transformant l'agriculture tout au long de la chaîne de valeur.”

Même si nous sommes profondément fiers de ces collaborations, nous admettons que ces efforts doivent être poursuivis. Les futurs partenariats devraient mettre l'accent sur l'aide à la formation et au développement des compétences des petits producteurs dans le domaine de l'agriculture climato-intelligente.

De nombreux jeunes entrepreneurs ont pris la parole lors du sommet. Quelles initiatives avez-vous le plus apprécié ?

Je me suis vraiment réjouie de découvrir ce que nous ont dit tous ces jeunes qui ont lancé la première journée du sommet. Il y avait parmi eux des agri-preneurs,

comme Rita Kimani et Laetitia Mukungu, qui avaient déjà participé au sommet de 2015. Rita est co-fondatrice de FarmDrive, une entreprise qui communique aux petits exploitants par SMS les possibilités de crédit, et Laetitia est fondatrice de Africa Rabbit Centre, une coopérative d'élevage de lapins gérée par des femmes. Elle est également boursière de la MasterCard Scholar.

Le sommet a également été l'occasion d'entendre Jean Bosco Nzeyimana, fondateur d'Habona Ltd., une entreprise à caractère social qui produit des bio-carburants abordables et respectueux de l'environnement à partir de déchets ; Brian Bosire, fondateur de UjuziKilimo, une entreprise de technologies agricoles qui communique aux agriculteurs des zones rurales des données en temps réel et des analyses décisionnelles par SMS ; et Clarisse Murekatete, co-fondatrice et directrice du marketing chez Carl Group, une entreprise agroalimentaire rwandaise dirigée par des jeunes et spécialisée dans les produits à base de patates douces.

Tous ces admirables jeunes gens et jeunes filles ont fait le lien entre leurs efforts et leurs expériences et l'un des trois sous-thèmes du sommet – les technologies, le genre et les pratiques agricoles climato-intelligentes. Le brassage d'idées et d'expériences a été intense !

Le CTA participe à MUISS, un service d'information ICT4AG innovant, axé vers le marché et appartenant aux utilisateurs déployé en Ouganda, qui a été mis en avant lors de la conférence. En quoi cette initiative et des approches similaires font-elles la différence pour les jeunes du continent africain ?

L'initiative MUISS et des services comme UjuziKilimo, que je viens d'évoquer, sont deux exemples forts de systèmes et de services aux agriculteurs rendus possible par les technologies. Il est tout à fait possible d'utiliser les technologies pour contribuer à relever les défis auxquels doivent faire face les producteurs et leurs communautés – nous sommes convaincus que la possibilité d'appliquer ces solutions innovantes aidera vraiment à améliorer l'attrait du secteur agricole pour les jeunes.



La Mastercard Foundation offre, en partenariat avec Icipe, une formation aux jeunes intéressés par l'apiculture en Éthiopie.

» Ce Sommet des jeunes a-t-il vocation à devenir un événement organisé régulièrement par la MasterCard Foundation? Quels seront les autres thématiques que soutiendra la Fondation ?

Oui, Young Africa Works deviendra un sommet régulier. Les jeunes sont au cœur de la grande majorité de nos collaborations. Leur permettre de tenir le rôle principal est une priorité de la MasterCard Foundation. En 2017, la fondation oeuvrera à consolider les connaissances acquises jusqu'ici et planifier les activités des 10 années à venir. Nous allons élaborer un nouveau plan stratégique qui se concentrera sur les jeunes et le travail en Afrique – qu'il s'agisse de travail formel ou informel, d'emploi ou d'entrepreneuriat. L'accès à la qualité, à des formations pertinentes et aux produits et services financiers de base comme l'épargne, le crédit et l'assurance peut aider les jeunes à s'engager durablement sur la voie de la prospérité.

Le chômage des jeunes reste toutefois pré-occupant en Afrique. Comment la MasterCard Foundation lutte-t-elle contre ce phénomène ?

La croissance agricole sera essentielle pour améliorer l'emploi des jeunes en Afrique. Le sommet a offert au secteur privé et aux acteurs gouvernementaux une excellente occasion d'entendre ce qu'ont à dire ces jeunes agri-preneurs qui prennent les rênes de la transformation du secteur et de découvrir ce que nos partenaires peuvent nous apprendre. La fondation coopère avec des partenaires

du secteur privé pour que les jeunes acquièrent des compétences en adéquation avec la demande du marché de l'emploi. Nous veillons également à ce que nos partenaires recourent aux programmes et politiques gouvernementales complémentaires afin de créer des systèmes d'emploi intégrés qui aident les jeunes et soutiennent leurs intérêts.

Notre travail avec TechnoServe illustre très clairement la façon dont nos partenaires collaborent avec des acteurs du secteur privé, par exemple des entreprises et des fournisseurs de services financiers. Ce partenariat vise à créer des emplois et des opportunités économiques pour 48 000 jeunes des zones rurales d'Afrique de l'Est. À cet égard, TechnoServe s'est engagé à former des partenaires des secteurs privé et public au niveau local pour que ce programme soit accessible à 40 % de ses participants. Des instituts de formation publics du Rwanda ont également adopté certains aspects du modèle TechnoServe et l'ont intégré dans leur approche de formation pour les jeunes des zones rurales désireux de lancer une entreprise dans le domaine de l'agriculture.

Au Ghana, nous travaillons avec Solidaridad qui met en œuvre le projet MASO en partenariat avec des acteurs du secteur privé, des fournisseurs de services financiers, des établissements d'enseignement et des agences publiques avec l'objectif de faire des jeunes des acteurs du changement dans le secteur du cacao. Ces partenariats

veillent à ce qu'une approche globale soit utilisée et contribuent à exploiter l'énergie, les capacités et les ambitions des jeunes agri-preneurs du secteur du cacao. Ils s'assurent également que ces jeunes aient accès à un soutien global et intensif associant formation pratique, accompagnement et accès aux ressources critiques comme les terres, les financements et les marchés. Dans cet exemple, le Cocoa Board, l'agence gouvernementale partenaire en charge de la réglementation du secteur du cacao au Ghana, fournit aux jeunes participants du projet MASO des semences et des engrais. L'agence veille également à obtenir les conditions les plus favorables pour les jeunes pour l'achat, le classement, le scellement, la certification, la vente et l'exportation de cacao.

Le changement implique préalablement de reconnaître l'esprit d'entreprise et la réflexion dont font preuve les jeunes qui accèdent aujourd'hui au secteur agricole, et de prendre en compte les solutions qu'ils proposent face aux problèmes de longue date auxquels doivent faire face les petits exploitants. Les fournisseurs de services financiers, les établissements de formation et les organismes publics doivent être au service des aspirations de ces jeunes et mieux adapter leurs politiques et leurs pratiques de façon à les aligner sur leur vision de la transformation agricole. ■

✦ **Pour en savoir plus :**
<http://youngafricaworks.org/>

SPORE

Dossier

COOPÉRATIVES NOUVELLE GÉNÉRATION : UNE APPROCHE PLUS COMMERCIALE

*Dans un monde de plus en plus axé sur le marché,
les nouvelles coopératives renforcent les liens horizontaux
et verticaux tout au long des chaînes de valeur afin qu'elles
soient plus fiables et rentables.*

COOPÉRATIVES

Ensemble pour un avenir meilleur

Les coopératives de nouvelle génération valorisent la production agricole et permettent une responsabilisation des petits producteurs, grâce à l'intégration des chaînes de valeur, aux partenariats public-privé et aux services d'appui aux entreprises. De nombreux enseignements peuvent être tirés de leurs actions.

Wendy Levy

Dans un monde toujours plus axé sur les marchés, les coopératives de nouvelle génération peuvent offrir aux petits producteurs les conseils et appuis nécessaires pour produire mieux et plus régulièrement, et attirer les acheteurs réguliers d'un large éventail de marchés.

Les coopératives peuvent renforcer les maillons verticaux (entre des entreprises qui achètent et vendent les unes aux autres) et horizontaux (entre des entreprises qui remplissent les mêmes fonctions dans la chaîne) des chaînes de valeur qui réagissent aux incitations des marchés. Parce que les besoins des marchés évoluent, il faut aider le mouvement coopératif mondial à revitaliser les structures de gouvernance et les stratégies commerciales pendant cette période de transition.

Histoire des coopératives

Les coopératives agricoles existent sous différentes formes depuis plus de

cent ans. Le cheminement de la ferme au marché peut être ardu et sinueux et de nombreux groupes ont connu des problèmes de corruption, de manque de transparence, d'ingérence de l'État et/ou de bailleurs de fonds, ce qui a entravé leur viabilité.

Un nouveau modèle de coopératives lié à la spécialisation de l'agriculture et au développement des chaînes de valeur est toutefois en train d'émerger. Les nouvelles coopératives sont conçues pour offrir aux agriculteurs, dès le départ, des liens plus fiables et profitables avec les marchés. Elles proposent souvent des services commerciaux et financiers à leurs membres. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), dans un document d'information sur le développement des chaînes de valeur, elles peuvent aussi aider leurs membres à accéder aux institutions financières existantes et à des prestataires de services commerciaux pour leur permettre d'obtenir un meilleur arrangement.

Certaines de ces nouvelles coopératives se forment à l'initiative des grandes entreprises comme les firmes agroalimentaires qui doivent travailler avec des groupes d'agriculteurs, mais d'autres sont créées au sein des communautés, quand des producteurs se regroupent pour accéder à un marché. Souvent les membres fondateurs ont des antécédents communs – ils sont de la même région et produisent les mêmes cultures.

Dans l'ensemble, les coopératives ont eu un impact positif sur l'innovation technologique, la productivité et l'efficacité technique des agriculteurs. En Éthiopie, les coopératives laitières commerciales ont amélioré l'accès des agriculteurs à l'insémination artificielle et aux vaches de races croisées, stimulant ainsi la productivité laitière. Autre effet important et positif, les coopératives ont poussé les agriculteurs éthiopiens à adopter et utiliser des semences et engrais. Ces avantages ne touchent pas seulement les adhérents des



© JAKE NELLALAMY STOCK PHOTO



Les coopératives de nouvelle génération ont beaucoup à apporter aux producteurs partout dans le monde.

coopératives ; des effets d'entraînement sur les autres exploitations de la région sont souvent à noter, comme l'adoption de technologies durables.

Un changement de paradigme

À quoi ce passage de l'ancienne à la nouvelle génération de coopératives est-il dû ? Selon le Professeur Michael Cook, spécialiste des coopératives agricoles à l'Université du Missouri, une nouvelle génération de coopératives est apparue aux États-Unis dans les années 1990 et au début des années 2000 en réaction à la crise agricole des années 1980, lorsque les agriculteurs les plus progressistes ont souhaité continuer à bénéficier des avantages de l'action collective tout en améliorant les règles et politiques d'organisation interne des coopératives traditionnelles. La crise des années 1980 se poursuivant, les rivalités se sont accrues dans cet environnement compétitif. "En gros, les coopératives de nouvelle génération ont exigé de leurs

membres des investissements initiaux plus importants, ce qui les a incités à davantage suivre les nouvelles règles d'approvisionnement, en qualité et en quantité. Ces règles ont aussi contribué à équilibrer l'offre et la demande et à réduire ainsi la volatilité des prix des denrées de base."

Les nouvelles coopératives peuvent encourager les jeunes qui étaient prêts à abandonner l'agriculture, pour les promesses d'une vie urbaine différente, à rester dans ce secteur. L'âge moyen des agriculteurs africains est d'environ 50-55 ans, selon Pierre Van Hedel, directeur de la Fondation Rabobank, qui déclare : "Les jeunes trouvent la perspective de vendre des téléphones portables dans les grandes villes beaucoup plus moderne et attrayante, mais ce marché est déjà presque saturé. Les jeunes devraient être davantage encouragés à poursuivre une carrière dans l'agriculture et cela suppose qu'ils puissent acheter et vendre leurs produits par le biais d'une coopérative." "Si leurs exploitations sont un peu plus grandes, ils peuvent remplacer le travail manuel par des machines et commencer à utiliser des technologies plus modernes, dont des prévisions météorologiques plus précises, des semences et espèces animales supérieures et des techniques d'analyse des sols", précise-t-il. Les nouvelles coopératives peuvent assurer la fourniture de ces intrants.

L'OIT indique, dans une brochure sur les coopératives en Afrique, que l'adhésion à une coopérative peut aussi être bénéfique aux femmes. Leur participation aux coopératives agricoles traditionnelles a été limitée par les pratiques foncières, la répartition des rôles et les types d'emplois agricoles disponibles. Selon l'OIT, toutefois, "les femmes s'organisent de plus en plus en coopératives pour la production agricole", ce qui profite à la productivité, aux revenus et à la qualité de vie des membres et des communautés. En Tanzanie, l'OIT, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) et CoopAFRICA ont soutenu la société coopérative laitière des femmes de Nronga dans le cadre d'un projet sur

le VIH/sida. L'OIT a aidé 400 éleveuses à tenir des registres du lait vendu et utilisé par la famille et à adopter d'autres pratiques commerciales rentables. Elles ont ainsi pu mieux comprendre leur activité et chercher de nouveaux marchés. "Les femmes n'ont plus peur de prendre des risques et de créer de nouvelles entreprises", souligne l'OIT.

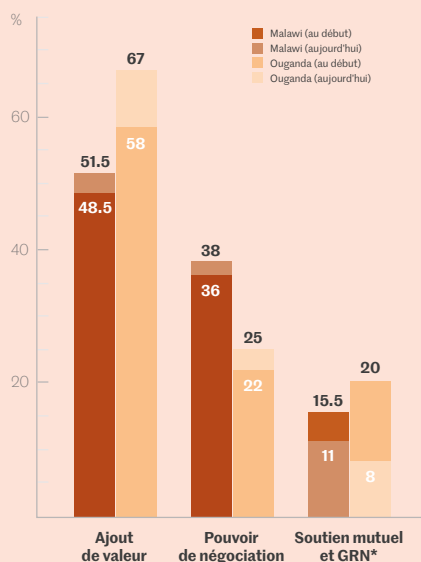
Il est probablement trop tôt pour savoir si les nouvelles coopératives fonctionneront mieux que les précédentes. Gian Nicola Francesconi, conseiller technique senior pour le développement de l'agrobusiness coopératif du CTA, estime qu'en Afrique les coopératives de nouvelle génération en sont encore à un stade initial de développement. Elles émergent mais sont encore loin de représenter une réussite. "Nous savons que les organisations traditionnelles ou communautaires ont souvent échoué à soutenir le secteur de l'agrobusiness et l'emploi rural. Les coopératives traditionnelles ont contribué à créer un syndrome de dépendance dans les communautés rurales d'Afrique en servant essentiellement d'intermédiaires passifs pour la distribution des subventions gouvernementales et non gouvernementales. Il est toutefois difficile d'imaginer comment les petits agriculteurs des pays en développement pourraient sortir de la pauvreté sans s'organiser ni agir collectivement. Les coopératives de nouvelle génération peuvent rassembler les investissements des agriculteurs pour proposer des ressources humaines et physiques permettant une valorisation de la production agricole", explique G. N. Francesconi.

Les enjeux sur le terrain

L'adhésion à une coopérative peut changer la manière dont les petits agriculteurs commercialisent leurs produits. Ils peuvent en obtenir de meilleurs prix, en profitant des installations d'entreposage améliorées gérées par la coopérative et d'une aide à la commercialisation. Lancer une coopérative de nouvelle génération est toutefois plus facile à dire qu'à faire. Les agriculteurs doivent en effet consentir d'importants investissements initiaux

Objectifs des coopératives africaines

Les objectifs d'une coopérative peuvent évoluer au cours du temps. Aujourd'hui, de plus en plus de coopératives développent des activités d'ajout de valeur, comme en Ouganda.

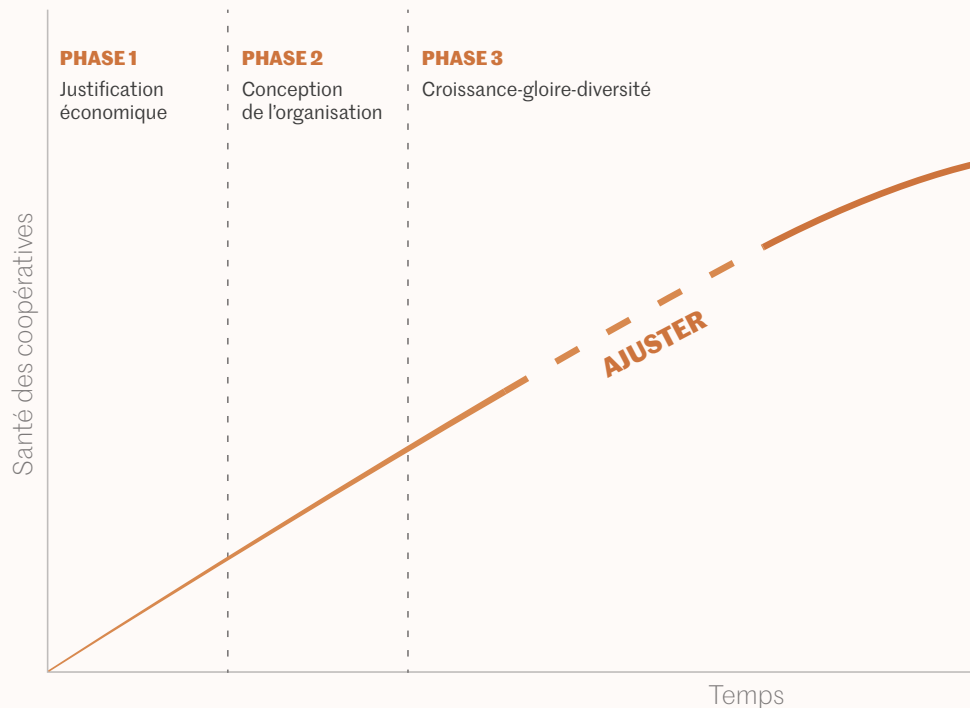


* gestion de ressources naturelles

SOURCE : COOPERATIVE LEADERSHIPS EVENTS IN MALAWI AND UGANDA, 2016

Cycle de vie des coopératives

Ce graphique dynamique propose aux responsables de coopératives des actions à mettre en œuvre pour assurer leur durabilité.



pour employer des gestionnaires professionnels et acquérir des actifs générateurs de valeur, un engagement difficile puisque les petits agriculteurs ruraux sont généralement confrontés à de graves problèmes de liquidités. “L’autre difficulté est que les coopératives de nouvelle génération exigent une évolution des coutumes rurales vers l’assouplissement des principes coopératifs traditionnels en matière d’inclusion, d’équité et de mécénat – soit l’appui que les coopératives accordent inconditionnellement à leurs membres”, indique G. N. Francesconi. “Les réformes juridiques, tout comme la formation et le mentorat, peuvent favoriser et faciliter l’évolution des coutumes rurales et de la gouvernance des coopératives”, ajoute-t-il.

Les coopératives agricoles ont souvent du mal à passer du stade d’association

“Les nouvelles coopératives peuvent encourager les jeunes qui étaient prêts à abandonner l’agriculture à rester dans ce secteur.”

paysanne ou communautaire à celui d’organisation axée sur les consommateurs ou les marchés. Il faut une nouvelle stratégie qui tienne compte des chaînes de valeur émergentes pour les produits agroalimentaires et de leurs exigences. Les producteurs doivent satisfaire aux objectifs en termes de volume et de qualité et respecter les délais. Ensuite, les coopératives agricoles doivent s’intégrer aux chaînes de valeur émergentes. Les partenariats public-privé (PPP) peuvent faciliter ce processus, en particulier ceux engagés entre des compagnies privées achetant la production des coopératives et des ONG possédant une solide expérience du développement rural. Les ONG peuvent contribuer à mettre en place et renforcer une gestion professionnelle, et même à financer ces postes, mais cela devrait rester un arrangement à court

Aux Fidji, une coopérative multiservice incontournable

La Nature's Way Cooperative Ltd (NWC) (Fidji) a été créée en 1995 pour réaliser les traitements de quarantaine obligatoires pour le compte de l'industrie d'exportation fruitière des Fidji. Au fil du temps, la NWC, à l'origine une petite entreprise gérant une trentaine de tonnes de papayes, est devenue une firme agroalimentaire traitant chaque année 1 300 tonnes de fruits exportés contre la mouche des fruits. Elle est réputée pour ses papayes, mangues, aubergines et fruits à pain de grande qualité.

La NWC est une coopérative de services qui traite et emballe les fruits pour le compte de ses membres et leur facture un montant au kilo. Sa principale activité reste les traitements de quarantaine des produits hôtes de la mouche des fruits ; elle ne s'occupe pas de l'exportation, assurée par des exportateurs individuels. Elle rassemble plus de 140 membres, producteurs et exportateurs, aussi actionnaires de l'entreprise. La plupart des actionnaires sont de petits producteurs qui, sans elle, ne pourraient pas accéder aux marchés d'exportation.

La coopérative gère la seule installation de traitement de quarantaine des Fidji pour les produits hôtes de la mouche des fruits. Elle offre aussi un service efficace sur le terrain qui soutient l'activité principale de traitement de quarantaine. Des actions de recherche ont été incorporées à plusieurs projets sur les produits de base, comme le Fiji Papaya Project et le Pacific Breadfruit Project, hébergés dans les locaux de la NWC. Cette dernière a commencé à acheter en gros des cageots et des semences de papaye pour le compte de ses membres. Cette petite activité s'est révélée extrêmement profitable en rendant un service appréciable aux membres tout en dégagant un léger bénéfice pour l'entreprise. La NWC est devenue *de facto* l'organisme représentant l'industrie horticole d'exportation dans les débats avec le gouvernement, les bailleurs de fonds et les organisations d'assistance technique. Plusieurs facteurs expliquent sa réussite, dont le moindre n'est pas la qualité et la continuité de sa gestion. Elle dispose d'un PPP approprié et il n'y a jamais eu d'ingérence du gouvernement ni des actionnaires dans l'activité de l'entreprise. Les tarifs des traitements de quarantaine ont dès le départ été fixés à un niveau rentable, garantissant que l'entreprise puisse couvrir ses dépenses d'exploitation, financer réparations et entretien, investir dans l'expansion de ses services et réserver des fonds en cas d'événements comme les cyclones et embargos.

PHASE 4

Reconnaissance et introspection

PHASE 5

Choix

Réinventer

Sortir

SOURCE : COOK AND BURRESS, 2007

terme puisqu'il importe que les coopératives deviennent autosuffisantes.

Il est possible d'obtenir l'aide d'ONG, de bailleurs de fonds et de gouvernements lorsqu'ils acceptent de prendre à leur compte une part des risques et des coûts liés aux investissements initiaux. Les fonds publics affectés au développement peuvent être utilisés pour financer des investissements et les maintenir jusqu'à ce que les agriculteurs de la coopérative puissent et veuillent gérer eux-mêmes ces coûts.

Les entreprises agroalimentaires africaines signent de plus en plus souvent des contrats avec les petits agriculteurs pour leur production. Ces entreprises privées sont en mesure d'améliorer les capacités productives et économiques de leurs agriculteurs, ainsi que leur accès aux intrants agricoles et aux marchés. Pour

qu'agriculteurs et acheteurs forment des maillons durables d'une chaîne de valeur, il est indispensable que les organisations de producteurs soient renforcées.

Des formations pour les dirigeants

La formation des dirigeants est vitale pour que les agriculteurs tirent le meilleur parti de leurs coopératives. Les dirigeants et gestionnaires doivent savoir anticiper les éventuels problèmes organisationnels et prendre les précautions nécessaires pour garantir que les agriculteurs membres restent mobilisés et unis. Les coopératives agricoles sont des organisations complexes, mais en Afrique elles sont souvent dirigées par des agriculteurs pauvres dont l'expérience entrepreneuriale et organisationnelle est limitée. Les services de vulgarisation s'étant jusqu'alors concentrés sur la comptabilité,

la planification commerciale et les technologies agricoles, les stages de direction de coopérative sont conçus pour renforcer les capacités des dirigeants et gestionnaires de coopératives.

Au Malawi, un stage de direction de coopérative appuyé par le CTA auquel ont participé plus de 200 dirigeants, gestionnaires et acteurs de coopératives agricoles locales a beaucoup porté sur le renforcement des capacités. Ces événements rassemblant des acteurs publics et privés favorisent et facilitent les nouveaux investissements à impact social et environnemental qui permettront l'essor des coopératives de nouvelle génération. Les recommandations du stage traitaient de divers sujets s'adressant essentiellement aux décideurs, comme le ministre du Commerce, pour favoriser un soutien aux coopératives agroalimentaires. Les événements sont organisés par le

› projet Améliorer le développement grâce aux coopératives (EDC), en collaboration avec OXFAM, et fournissent une tribune pour débattre des questions stratégiques et résoudre les difficultés communes. L'accent est mis sur le renforcement de l'encadrement, de la gouvernance et de la gestion des coopératives agricoles. EDC propose des formations, du mentorat et des expériences d'apprentissage mutuel à des groupes d'au moins 200 dirigeants et gestionnaires de coopératives agricoles. Ces événements servent aussi à recueillir des données supplémentaires au sein des coopératives pour alimenter de futures recherches et orienter les débats sur les politiques parmi les gouvernements, bailleurs de fonds et investisseurs (voir le reportage à Madagascar, p.30).

La voie à suivre

Les coopératives de nouvelle génération peuvent offrir d'importants avantages aux agriculteurs du monde entier, et en particulier à ceux des pays en

“Des mesures économiques d'incitation s'imposent pour accroître le nombre de coopératives agricoles en Afrique.”

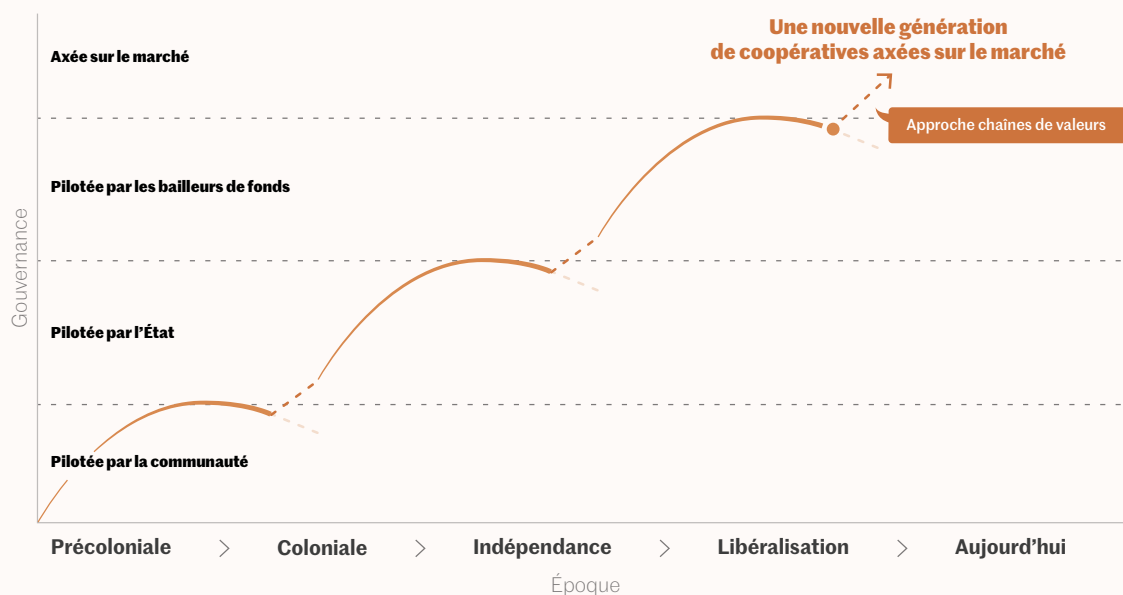
développement. Une étude de EDC a montré que des mesures économiques d'incitation s'imposent pour accroître le nombre de coopératives agricoles en Afrique et la productivité, l'efficacité et la viabilité de leurs membres. Ces mesures seules ne suffiront toutefois pas à augmenter les volumes de produits vendus. L'analyse d'EDC indique que les incitations économiques doivent être mieux ciblées pour encourager le

développement sélectif des coopératives grâce à des règles d'adhésion précises, des droits et un objectif commun. Il faut réglementer l'accès aux coopératives, par exemple par des droits d'entrée, et faciliter les procédures de retrait de l'association. Les membres doivent pouvoir participer au processus décisionnel, avoir une bonne compréhension des avantages liés à l'appartenance à la coopérative, participer aux choix concernant les volumes et prix des produits à vendre, et pouvoir exprimer leurs opinions à l'occasion de débats au sein de comités réguliers et d'autres tribunes. ■

✦ **Pour en savoir plus (en anglais uniquement) :** voir le document d'information de l'OIT sur le rôle des coopératives dans le développement des chaînes de valeur <https://tinyurl.com/j46qsu>, leur brochure sur femmes et coopératives <https://tinyurl.com/qzb195w> et l'étude d'EDC <https://tinyurl.com/jozxquq>.

Longévité des coopératives africaines

Les coopératives africaines existent depuis plus d'un siècle, elles ont fait preuve d'une grande résilience, même si leur raison d'être a évolué au cours du temps.



SOURCE : EDC, 2017

INTERVIEW

Kristen Schach Moller : ***“Intégrer les groupements paysans dans les marchés structurés”***

Charles Mkoka

Kristen Schach Moller décrit les progrès réalisés par les organisations de producteurs grâce à l'aide de la Bourse des produits agricoles et explique les difficultés qui restent à surmonter.

La transition des groupements paysans vers des organisations répondant aux besoins des consommateurs constitue un vrai défi. Que fait la Bourse des produits agricoles (BPA) pour faciliter ce processus ?

La BPA estime qu'il est possible d'intégrer les groupements paysans dans les marchés structurés en les aidant à acquérir et gérer des installations de stockage dans les zones rurales. Lorsqu'une organisation de producteurs (OP) dispose de capacités de stockage, manutention et regroupement, cela facilite l'accès aux financements et aux marchés structurés. Le modèle de développement d'infrastructures rurales de stockage de la BPA est conçu à cet effet. Il vise à créer des entrepôts gérés professionnellement et utilisés à bon escient. C'est un modèle durable sur le plan économique puisque les OP peuvent percevoir une rémunération pour les services de regroupement et de stockage proposés.

Le financement est une difficulté majeure pour les coopératives. Comment ce problème est-il abordé au Malawi ?

Le système des récépissés d'entrepôt de la BPA permet de débloquer des financements en utilisant les produits agricoles comme garantie. Un entrepôt certifié par la BPA étant reconnu pour sa qualité et le respect de normes élevées de gestion des garanties, les banques ont confiance dans la gestion des stocks et acceptent de proposer des financements aux producteurs en échange de la garantie des produits qu'ils ont déposés. Au Malawi, les financements de ce type auxquels les coopératives peuvent accéder sont assez limités et la BPA s'emploie à développer des modalités permettant d'augmenter les montants des financements

disponibles. Les financements sont indubitablement indispensables au développement des économies rurales, parce qu'ils donnent aux coopératives le choix de vendre immédiatement ou d'attendre les variations saisonnières des prix des marchés.

Le Sommet des dirigeants de coopératives de 2016 s'est conclu par plusieurs recommandations pour l'amélioration des coopératives. Dans quelle mesure les décideurs leur ont-ils donné suite ?

Les principales recommandations de ce sommet portaient sur la création de banques coopératives et le développement de formations sur la gestion coopérative. La BPA est convaincue que ces points ont été pris en considération par le ministère malawien de l'Industrie et du Commerce.

Que peuvent encore faire les organisations public-privé pour appuyer l'évolution des OP axées sur l'agrobusiness ?

Il est crucial de mettre en place des structures durables pour soutenir l'évolution des coopératives ; sans environnement favorable, elles auront du mal à se développer. Bien sûr, les bourses de produits agricoles et les systèmes de récépissés d'entrepôt sont de bons exemples de ce type d'institutions, mais il en existe beaucoup d'autres qu'il faudrait développer.

Voyez-vous au Malawi une OP qui pourrait constituer un bon modèle pour les autres et pourquoi ?

Nous avons visité la Mwandama Cooperative Union à Zomba, créée dans le cadre des projets des défis du millénaire de l'ONU. Elle dispose d'un vaste entrepôt bien géré qui soutient plusieurs activités communautaires, dont le système de récépissés d'entrepôt. Au fil des années, elle a obtenu plusieurs contrats pour fournir du maïs et des légumineuses au Programme alimentaire mondial. Il semble que la structure et la gestion de la coopérative soient les moteurs de cette réussite.



© AMOS GUMULIRA

Kristen Schach Moller est directeur général de la Bourse des produits agricoles du Malawi.

OUGANDA

L'huile de palme : une activité rentable pour les agriculteurs ougandais

La pêche était autrefois la plus importante activité sociale et économique sur l'île de Bugala, sur le lac Victoria. C'était l'un des endroits les plus pauvres d'Ouganda, théâtre d'un exode rural croissant, en particulier chez les jeunes. Mais l'introduction de la culture commerciale de palmier à huile et de services de développement d'entreprises a transformé l'économie insulaire ces dix dernières années.

Peter Wamboga-Mugirya et Dr Nicola Francesconi

La production commerciale de palmier à huile a démarré en 2007 sur l'île de Bugala, dans le district ougandais du Kalangala, avec l'appui du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Projet de développement des huiles végétales (VODP) financé par le gouvernement. "L'huile de palme est une bonne source de revenus car les fruits mûrs sont récoltés tous les dix jours et les agriculteurs payés mensuellement pour leur production. La régularité des rentrées d'argent leur permet d'emprunter aux banques", déclare la coordonnatrice nationale du VODP, Connie Magomu Masaba, qui ajoute que les banques considèrent que les exploitations de palmiers à huile offrent des garanties stables et sont moins risquées que d'autres activités d'agrobusiness.

Les insulaires sont passés de la pêche à la culture du palmier à huile et la situation a radicalement changé. Selon Magomu Masaba, "les palmiers à huile adultes (3-4 ans) produisent pendant 20 à 25 ans, offrant aux agriculteurs un revenu mensuel régulier d'environ 300 €/ha". Les plantations ont une taille moyenne d'environ



© ULRICH DOERING/ALAMY STOCK PHOTO

La production commerciale du palmier à huile assure aux agriculteurs un revenu mensuel régulier.



2,3 ha par agriculteur et de nouvelles exploitations vont probablement être créées sur des îles voisines et dans des endroits adaptés du pays.

La culture du palmier à huile s'est avérée si lucrative que des enseignants, policiers et politiciens locaux s'y engagent et que l'investissement public-privé s'est multiplié dans les routes, l'électricité et les ferries. Non seulement les forêts primitives des îles sont restées intactes, mais le couvert forestier s'y est même développé, les palmiers ayant essentiellement pris la place de prairies et zones agricoles abandonnées. En outre, des zones tampons ont été créées pour empêcher le déversement des engrais des exploitations dans le lac Victoria.

Une activité très soutenue

Afin d'offrir aux petits producteurs l'aide nécessaire pour cultiver le palmier à huile (soit l'accès aux plantules, engrais, savoir-faire et crédit), le gouvernement et le FIDA ont créé en 2006-2007 le Fonds des producteurs de palmiers à huile du Kalangala, dont le conseil d'administration inclut des producteurs de palmiers. Au fil du temps, le Fonds est devenu le principal prestataire de services de développement commercial pour les planteurs de palmiers à huile. Il a aussi proposé des prêts pour les aider à assumer le risque et le coût de la plantation des plantules de palmier et de l'attente de leur maturation, jusqu'à ce que les arbres soient productifs, ainsi que des services de vulgarisation et des facilités de groupe, transport et vente des fruits à la Oil Palm Uganda Ltd (OPUL). Cette multinationale presse et transforme alors les fruits en huiles alimentaires, biocarburants, détergents et autres produits.

En 2006, les agriculteurs ont créé l'Association des producteurs de palmiers à huile du Kalangala, qui s'efforce d'améliorer leur pouvoir de négociation. Nelson Basaalidde, directeur général du Fonds des producteurs de palmiers à huile du Kalangala, explique que "l'association est une coopérative de production comprenant 1 800 petits exploitants, dont 600 femmes, qui ont atteint un niveau de production commerciale". Il indique en outre qu'environ 4 500 ha d'exploitations de palmiers à huile appartiennent actuellement à des planteurs individuels, tandis que l'OPUL possède une plantation de près

de 6 500 ha, située aussi sur l'île. La demande d'huile de palme étant actuellement illimitée, une saine concurrence entre petits exploitants et OPUL désigne qui produit le plus efficacement. Néanmoins, pour convaincre le gouvernement d'engager plus d'agriculteurs dans cette activité lucrative alors que des exploitations de palmiers à huile se développent dans d'autres régions du pays, il est crucial que les petits agriculteurs restent compétitifs.

Coopérer pour rester compétitifs

L'aide du gouvernement et des bailleurs de fonds externes au Fonds des producteurs de palmiers à huile du Kalangala s'arrêtera en décembre 2018. À ce moment, les 2 000 exploitants concernés auront généré jusqu'à 37,5 millions d'euros de revenus (19 000 € en moyenne par producteur). Ces recettes considérables permettront aux exploitants de financer eux-mêmes le Fonds, mais cela ne sera possible que si celui-ci réussit à organiser les producteurs et à mobiliser leurs ressources pour le bien commun. C'est donc l'action collective qui assurera la viabilité de la chaîne de valeur Fonds des produc-

teurs de palmiers à huile du Kalangala – Association des producteurs de palmiers à huile du Kalangala – OPUL.

Fin 2018, l'Association des producteurs de palmiers à huile du Kalangala devra assumer la propriété et le contrôle du Fonds des producteurs de palmiers à huile du Kalangala pour développer une coopérative de nouvelle génération ou une organisation hybride intégrant la gestion et les

services du Fonds des producteurs de palmiers à huile du Kalangala, fondée sur les membres de l'Association des producteurs de palmiers à huile du Kalangala.

L'avenir dira si la transition vers une nouvelle entreprise coopérative, sans aide du gouvernement ni des bailleurs de fonds, sera aussi réussie. Sinon le gouvernement continuera tout de même à accroître la production du palmier à huile, mais essentiellement dans de grandes plantations commerciales plutôt que par de petites exploitations. ■

“2 000 exploitants auront généré jusqu'à 37,5 millions d'euros de revenus (19 000 € en moyenne par producteur) d'ici 2018”

✦ Pour en savoir plus sur l'initiative Enhancing Development through Cooperatives, voir www.edc.cta.int

MADAGASCAR

Cacao : l'union fait la force

Longtemps l'apanage des grands cacaoculteurs malgaches, exporter est dorénavant à la portée des petits paysans, grâce aux coopératives agricoles.

Mamy Andriatiana



Le cacao de Madagascar est classé parmi les meilleurs du monde.

Observant les plantations de cacao grand cru du Haut Sambirano, au nord de Madagascar, Nesth Voavy, un paysan contrôleur, veille attentivement sur les parcelles des membres, armé du cahier des charges que lui ont confié les techniciens de la coopérative. Sa mission ? Dénoncer les irrégularités, notamment la présence éventuelle de matières chimiques dans la plantation (batteries, voiles antimoustiques imbibés d'insecticide, sachets plastiques, etc.). Il veille également au bon déroulement du processus de fermentation et de séchage du cacao, enregistrant et vérifiant les temps de séchage, de fermentation et de maturation des récoltes. Nesth Voavy fait partie des 23 paysans-contrôleurs qui garantissent la qualité supérieure du cacao fin de l'Union des coopératives Lazan'ny Sambirano (UCLS). À la moindre irrégularité, il n'hésite pas à faire appliquer le Dina, une convention fixant les règles de production internes à la coopérative.

Une coopérative "nouvelle génération"

L'Union des coopératives Lazan'ny Sambirano n'a actuellement qu'un objectif : exporter. Elle a aujourd'hui les moyens de son ambition, disposant de plantations, de matériels de récolte et de transport, d'appareils de contrôle qualité, mais aussi, voire surtout, de clients, et de partenaires techniques et financiers. L'UCLS est le seul exportateur de cacao sec, certifié bio et équitable de la région. Constituée de quelque 400 membres, elle produit chaque année 500 tonnes de cacao, soit le dixième de la production locale, sur 600 hectares. L'Union est dotée d'une assemblée générale et d'un conseil d'administration (CA) composés essentiellement de paysans, et d'un secrétariat exécutif dirigé par des techniciens. "Grâce à notre structuration, nous avons pu atteindre de nouveaux marchés", se félicite Georgette Zafianaka, membre du CA de la coopérative. Depuis que l'UCLS existe, le revenu des planteurs a bondi : "L'UCLS achète nos produits deux à trois fois plus chers qu'ailleurs, 9 000 ariary malgaches/kg (2,5 euros), contre 3 500 Ar sur le marché standard, ce à quoi s'ajoutent les primes biologique et équitable payées par Ethiquable", fait-elle valoir (NDLR : Prime bio de 400 Ar/kg [0,12 euro], prime équitable de 420 ar/kg). "Finis les collecteurs intermédiaires, qui se sont engraisés sur nos dos !", lance-t-elle. L'UCLS est une coopérative "nouvelle génération", où l'intérêt est centré sur le producteur. Elle se définit par opposition aux coopératives héritées de l'époque coloniale, de l'Indépendance ou du régime socialiste

des années 1980, où les producteurs étaient les laissés pour compte de la filière et la corruption omniprésente, à tous les niveaux (politiciens, fonctionnaires, techniciens, leaders paysans). Antoine Roger, vieux planteur d'Ambalavelona, se souvient amèrement des années de vaches maigres de l'ère socialiste : "Nous n'avons jamais tiré profit de notre production", regrette-t-il. Niasy Ramarojoana, chef de la Circonscription du ministère de l'Agriculture, se souvient du rôle des "intermédiaires et collecteurs qui imposaient un prix dérisoire aux cacaoculteurs, trichaient sur la pesée du cacao voire les conduisaient vers un circuit d'endettement infernal". Aujourd'hui, chaque membre de la coopérative peut suivre le processus de vente. "Personne ne peut venir s'infiltrer ou profiter des producteurs, tout se décide entre eux, via l'assemblée générale des membres", explique Tesla Ratsirinony, chargé de mission de l'AFDI, une association de producteurs français engagés dans la coopération au développement qui appuie la coopérative (voir *infra*).

Une vision orientée vers le marché

L'UCLS a joui de son autonomie de manière progressive. Dans les années 2000, conscients d'être injustement exploités, les planteurs se sont constitués en petites coopératives, en collaborant avec les exportateurs locaux. Le statut de coopérative les autorisait alors à commercialiser leur produit, ce qui n'était pas juridiquement permis aux producteurs individuels. Neuf ans plus tard, en 2009, profitant des expériences précédentes, 23 coopératives se sont regroupées, créant l'Union des coopératives Lazan'ny Sambirano (UCLS). Un bonheur n'arrivant jamais seul, un premier client est venu à point nommé avec une commande de 125 tonnes de cacao bio et équitable : l'entreprise coopérative française Ethiquable. Cette manne a renforcé leur indépendance. Si, aujourd'hui, l'UCLS s'aligne aux côtés des grands opérateurs, malgré la chute du prix mondial du cacao, c'est grâce à plusieurs atouts. En premier lieu, la cohésion à la base, manifestée par le travail des contrôleurs paysans. Bien formés, ces derniers ont mis l'accent sur le contrôle qualité des produits. "C'est un véritable atout, dans la mesure où les paysans se comprennent, se corrigent facilement et sans détour, et d'une manière objective", témoigne Samuel Ramamonjisoa, technicien de l'Union. "Chacun concourt à la bonne qualité du produit, la vision est orientée vers le marché. Vers un produit encore plus compétitif", renchérit un opérateur local. En second lieu, leur cohésion est consolidée

"Constituée de quelque 400 membres, l'UCLS produit chaque année 500 tonnes de cacao."



L'UCLS exporte du cacao certifié biologique de très grande qualité.

› par l'effectivité du Dina. Les producteurs défaillants sont sanctionnés. "Aucune irrégularité n'est admise. Les exigences entre paysans donnent lieu à une dynamique spécifique au sein de l'Union, avec un sentiment d'appartenance fort. Une forme de concurrence positive existe, qui suscite une culture de la qualité", indique Georgette Zafianaka. Trois éléments sont venus renforcer la coopérative : un marché du cacao sec, certifié bio et équitable par Ethiquable et l'entreprise néerlandaise Cocoa Nect, l'appui de l'AFDI et le préfinancement assuré par l'institution financière Solidarité internationale pour le développement des investissements (SIDI). Ethiquable et Cocoa Nect ont contribué à rehausser la qualité de la production, à travers un cahier des charges exigeant. L'AFDI a assuré un appui organisationnel et technique de la coopérative, avec des formations, un encadrement du personnel et des dotations en matériels. Malgré tout,

"Les exigences de gros acheteurs ont contribué à rehausser la qualité de la production."

Vers une stratégie nationale

Après l'Ouganda en mai 2016, le Malawi en septembre, c'est Madagascar qui, du 13 au 17 février 2017, a organisé un sommet des dirigeants des coopératives, avec l'appui du CTA. Deux cents leaders se sont réunis, en provenance de 150 coopératives réparties sur l'ensemble de la grande île, dans le cadre du Plan national de développement (PND) du gouvernement en vue de promouvoir la culture entrepreneuriale en milieu rural. L'objectif de la rencontre était ambitieux : dresser un état des lieux du mouvement coopératif malgache, faciliter le dialogue entre les coopératives et les différents acteurs du développement, et lancer un processus visant à redéfinir la politique et la législation nationales relatives aux coopératives. La mise en place de projets pilotes et le développement d'une nouvelle génération de coopératives inclusives et durables étaient également à l'ordre du jour. Les participants ont ainsi pu se rencontrer et échanger, et se connecter avec les réseaux africain et mondial des coopératives. Parmi les thèmes traités, la structure organisationnelle et les caractéristiques des coopératives de nouvelle génération. Madagascar compte plus de 1 900 coopératives qui rassemblent 40 000 membres. Selon Jules Randrianaivo, le président de la coopérative Koloharena : "Ce forum est très prometteur dans la mesure où l'État s'est décidé à accompagner les paysans dans la lutte contre les intermédiaires, qui les spolient depuis des siècles." À l'issue du forum, les participants ont formulé plusieurs recommandations soumises aux autorités compétentes. Et le gouvernement s'est engagé à créer un comité interministériel pour le développement des coopératives, à mettre en place un groupe de travail en vue de répondre aux besoins urgents des coopératives et mettre à jour les cadres juridiques et réglementaires. Le tout dans l'objectif de lancer une stratégie nationale pour le développement des coopératives.

l'UCLS n'a pas été à l'abri de turbulences : des abus de confiance ont été récemment commis par certains membres de l'exécutif. Mais le CA a joué son rôle et les malversations ont été sanctionnées, avec le licenciement du directeur de la coopérative, remplacé par un directeur par intérim.

Le cacao malgache a le vent en poupe

L'espoir est permis à Madagascar pour la promotion des coopératives en général et de celles impliquées dans la filière cacao en particulier. Un forum des coopératives de la grande île, soutenu par le CTA, vient d'avoir lieu, débouchant sur un engagement ferme de l'État à renforcer et accompagner ces structures (voir encadré ci-dessus). La filière cacao malgache est également appuyée par le programme PIC (pôles intégrés de croissance), financé par la Banque mondiale. À travers une collaboration entre le Comité régional de développement et le Centre national de la recherche agricole (FOFIFA), un renouvellement des plants, âgés de presque 100 ans, est en cours. La plus grande ombrière d'Afrique, d'une superficie de 4 000 m², est installée à Ambanja. Elle devrait produire 500 000 nouveaux plants de cacao, par la technique du bouturage, afin de préserver la qualité supérieure du cacao malgache. ■

SPORE

Économie

CHAÎNES DE VALEUR

*Chaîne du froid :
renforcer le maillon faible*

34

COMMERCE

*Pacifique :
bio à l'horizon*

36

BUSINESS

*Cacao caribéen :
de la fève à la tablette*

38

FINANCE

*Partager les risques :
un objectif difficile pour 2017*

39

CHAÎNE DU FROID

Renforcer le maillon faible

La réduction du gaspillage alimentaire étant un objectif de développement durable stratégique, la chaîne du froid est davantage prise en compte dans les pays ACP. Mais beaucoup reste à faire.

Anne Perrin

Maintenir la qualité et la sécurité des produits alimentaires du point d'abattage, de pêche ou de récolte jusqu'au consommateur final, tel est l'objectif de la chaîne du froid. Elle comprend ainsi des étapes aussi variées et cruciales que le stockage post-récolte, l'entreposage, la transformation, le transport et la commercialisation. Malheureusement, dans les pays ACP, l'accès défaillant à l'énergie limite bien souvent le recours à une chaîne du froid.

Or, précisément, ces pays ont d'autant plus besoin de ce type de service qu'il y fait chaud. Ne serait-ce qu'en Afrique subsaharienne, on estime à près de 30 % les pertes de produits d'origine animale et près de 50 % celles des racines, tubercules, fruits et légumes faute d'une chaîne du froid fiable (FAO, 2011). La situation n'est guère plus brillante dans les Caraïbes, où chaque semaine des quantités importantes de fruits tropicaux et tubercules sont perdues dans les transports entre îles.

Lors du sommet organisé par Carrier en décembre 2016 à Singapour, Mohammed Majeed, maître de conférences à l'Université des Indes occidentales (Trinité-et-Tobago), comptabilise entre 375 et 425 tonnes de pertes post-récolte hebdomadaires entre Saint-Vincent et Trinité et la Barbade. Mêmes difficultés pour le piment exporté depuis Trinité-et-Tobago vers le Canada, avec jusqu'à 52 % de pertes post-récolte dénombrés, du fait de ruptures dans la chaîne du froid.



© COLDHUBS LIMITED

Les chambres froides ColdHubs peuvent contenir 2 tonnes de produits agricoles périssables.

Faute d'équipement, ces pertes sont inévitables. Or, la capacité d'entreposage frigorifique des pays en développement est en moyenne 10 fois inférieure à celle des pays développés. En Afrique subsaharienne, cette proportion est bien plus élevée. Une étude basée sur différentes filières (viande, lait et produits laitiers, produits de la mer, fruits et légumes) rapporte que des différences importantes existent selon les pays : la capacité d'entreposage frigorifique passant de 2 litres par habitant en zone urbaine d'Éthiopie à 15 litres par habitant en Afrique du Sud contre environ 200 litres pour les pays développés (FAO, 2014).

Santé et économie menacées

Les pertes liées à la faiblesse de la chaîne du froid ont des conséquences directes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des habitants des pays ACP. En effet, les denrées périssables, principalement les fruits et légumes, se détériorent dès qu'elles ont été récoltées. Elles perdent en poids, texture, goût, apparence mais aussi valeur nutritive. Les refroidir permet de réduire considérablement cette dégradation et d'augmenter leur durée de vie. Selon un rapport de l'Université de Nottingham de 2015 sur "L'impact de la réduction des pertes alimentaires dans la chaîne du froid mondiale", 190 millions d'enfants d'âge préscolaire et 19 millions de femmes enceintes risquent une déficience visuelle grave ou une cécité du fait de carences en vitamine A. Le refroidissement peut permettre à ces produits agricoles de conserver leurs vitamines, augmentant ainsi leur valeur nutritive et durée de conservation.

Les marchés sont aussi impactés par une chaîne du froid défaillante ou inexistante. Faute de pouvoir conserver leur production, de nombreux agriculteurs sont amenés à vendre à bas prix une production pléthorique sur des marchés saturés. L'harmonisation des normes sanitaires, imposée par l'Union européenne, a aussi considérablement limité le marché des produits dépendant de la chaîne du froid. Le cas de la crevette du Bénin a marqué les esprits au début des années 2000. Alors en plein boom, les petits crustacés ont été interdits d'exportation vers l'Europe, leur principal marché, faute d'une mise en conformité aux normes européennes. On estime à 60 000 le nombre d'emplois perdus alors au Bénin.

Un partenariat public-privé pour le froid

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a lancé, en partenariat avec l'entreprise indienne UPL, en marge du Forum économique mondial de Kigali en mai 2016, une initiative pour renforcer les capacités de stockage réfrigéré en Afrique. Doté d'un financement de 2 millions de dollars, ce partenariat public-privé qui vise 100 millions de personnes en est encore à ses balbutiements, mais son expérience est d'ores et déjà riche d'enseignement, comme en témoigne Valentine Miheso, responsable Inclusion financière à l'AGRA : "Le projet pilote mis en place au Kenya vise 3 000 producteurs de pommes de terre. Il a été construit sur la base de l'expérience indienne, qui a su, en une cinquantaine d'années, transformer sa production grâce à la réfrigération et des semences améliorées. Un entrepôt réfrigéré d'une capacité de 3 000 tonnes a été construit sur financement du FIDA ; il appartient aux organisations de producteurs, qui doivent payer pour stocker leur production." Des développements sont prévus en Ouganda et au Rwanda.

Investissement et réglementation

Mais développer la chaîne du froid ne doit pas se faire au détriment de l'environnement. Outre l'importante consommation d'énergie, les gaz frigorigènes (hydrofluorocarbures, HFC) sont de gros émetteurs de gaz à effet de serre (GES). Didier Coulomb, directeur général de l'Institut international du froid (IIF), organisme intergouvernemental ayant notamment pour mission l'information scientifique et technique sur le froid, se réjouit de la signature le 15 octobre 2016, à Kigali, d'un accord international par lequel 197 pays se sont engagés à mettre fin à l'utilisation des HFC d'ici 2050. Un engagement qui, précise D. Coulomb, nécessitera des investissements lourds et des politiques de long terme. Pour autant, l'expert tient à rappeler que des études récentes (Cabinet Deloitte, 2015) montrent que la chaîne du froid peut permettre une économie de plus de 50 % d'émissions de GES, du fait des pertes évitées avec des technologies du froid appropriées.

La mission première de l'IIF est d'inciter les gouvernements à mettre en place et réglementer la chaîne du froid. Si les récentes prises de position de l'ONU, qui considère le froid comme décisif pour la sécurité alimentaire, ont contribué à une plus grande prise de conscience, beaucoup reste à faire, constate D. Coulomb, qui insiste sur l'importance d'une volonté politique, indispensable pour impliquer les acteurs privés locaux, et de l'engagement des financiers (Banque mondiale, banques régionales de développement, etc.).

Le soleil, l'avenir du froid ?

Certains pays construisent des infrastructures, mais principalement

pour l'exportation ou la consommation dans les villes. C'est le cas du Kenya qui a investi dans les ports et les aéroports, pour garantir la qualité des fleurs et haricots verts à l'export, par exemple. Les zones rurales les plus isolées ne bénéficient pas de ces infrastructures, destinées prioritairement à l'agrobusiness.

Des initiatives ont cependant été mises en place pour les desservir, à l'instar de celle de ColdHubs, une start-up nigériane qui produit des modules frigorifiques solaires d'une capacité de 2 tonnes. Installé dans les fermes et les marchés, ColdHubs propose un entrepôt frigorifique hors-réseau 24h sur 24, 7 jours sur 7 pour les produits agricoles périssables, prolongeant leur fraîcheur de 20 jours. Les agriculteurs paient une somme forfaitaire pour chaque caisse de nourriture stockée dans la chambre froide.

En Ouganda, Station Energy a développé des chambres froides solaires pour le refroidissement et la congélation dans les zones isolées. Les utilisateurs visés sont principalement les coopératives agricoles. Station Energy a calculé que les économies annuelles d'un producteur louant 1 m³ d'espace réfrigéré se montaient à 5 250 euros. L'énergie solaire est ainsi une possibilité à envisager pour le développement de systèmes de réfrigération indépendants. Les problèmes qu'elle soulève sont le coût induit, mais aussi une question cruciale pour le maintien de la chaîne du froid, la régularité de son débit. ■

✦ **Pour en savoir plus : Note d'information sur les agroindustries FAO-IIF, Développer la chaîne du froid dans le secteur agroalimentaire en Afrique subsaharienne (2014) : <https://tinyurl.com/n6se3od>**

PACIFIQUE

Bio à l'horizon

Un nouveau système de certification biologique participatif facilite l'accès des produits agricoles du Pacifique aux marchés du bio, en plein développement.

Magali Reinert

La production biologique dans les îles du Pacifique a le vent en poupe. Depuis 2010, les surfaces agricoles certifiées en bio ont été multipliées par quatre (72 000 ha en 2016). Et la tendance devrait se poursuivre. "Le marché du bio reste largement inexploité dans le Pacifique. À nous de nous organiser pour l'approvisionner", se réjouit Stephen Hazelman, responsable de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce équitable (POETCom). Son organisation, qui réunit des membres dans 17 pays

insulaires du Pacifique, accompagne le développement de la filière depuis 2009.

Une grande partie des produits bio de la région est exportée vers les marchés australiens et néo-zélandais, mais aussi vers le Japon et l'Union européenne. Les acteurs historiques du bio sont les premiers à profiter du boom du bio sur ces marchés. Parmi eux, Women in Business Development Inc (WIBDI), basée au Samoa depuis 1991. Entre 2012 et 2013, l'entreprise a doublé sa production d'huile vierge de coco. Pour labelliser ses produits, WIBDI utilise le certificateur

australien NASAA. Le contrôle par des organismes tiers extérieurs a longtemps été le seul moyen pour les petites îles du Pacifique de faire reconnaître une production en bio. Mais le coût élevé (environ 2 000 euros pour un producteur) réserve ce marché aux entreprises les plus lucratives. "De nombreux produits du Pacifique ne peuvent accéder aux marchés que s'ils sont certifiés bio, ce qui peut sembler assez paradoxal... car l'agriculture traditionnelle du Pacifique est très proche de l'agriculture biologique. Or obtenir une certification est très coûteux. Ceux qui



© IFAD/SUSAN BECCIO

Les employés râpent, séchent, puis pressent la noix de coco pour fabriquer de l'huile de noix de coco vierge dans une ferme modèle de l'entreprise Women in Business Development à Nu'u (Samoa).



© ANNEEL ABHISHAY

Les produits certifiés Organic Pasifika bénéficient de la norme océanienne d'agriculture biologique.

parviennent à obtenir une certification, cependant, profitent d'un accès unique pour leurs produits", témoigne Kyle Stice, directeur du Réseau des organisations de producteurs des îles du Pacifique (PIFON).

Vers une certification plus accessible

Aujourd'hui, les choses bougent. La création d'une norme océanienne d'agriculture biologique (NOAB) élargit progressivement l'assise du bio. Conduit par la POETCom à partir de 2008, ce travail original a adapté les règles du bio au contexte local. La NOAB a notamment permis de lever des problèmes techniques, comme par exemple comment faire fonctionner le système lorsqu'il n'y a pas de semences bio sur place. Cette norme et sa marque, "Organic Pasifika", ont ouvert la place à une certification alternative : le Système participatif de garantie biologique (SPG). Ce système – qui existe ailleurs dans le monde – repose sur un contrôle par les agriculteurs eux-mêmes. Selon Hélène Moquet, de Bio Calédonia, un pionnier des SPG dans le Pacifique, il est cent fois moins cher pour les producteurs que la certification classique (environ 20 euros).

Producteurs et transformateurs se saisissent ainsi des SPG pour se faire

une place sur le marché du bio. Six SPG ont reçu l'agrément de POETCom pour utiliser la marque Organic Pasifika, qui vérifie leur conformité avec la NOAB. Environ six sont en cours de développement, y compris un SPG au Vanuatu – mis en œuvre par l'association Farm Support – et ont établi des entreprises locales, comme Tanna Coffee, qui regroupe 700 petits producteurs de café.

les hôtels, les aéroports et les magasins spécialisés. Pour promouvoir ces nouveaux débouchés, POETCom a défini une norme locale du tourisme biologique, qui permet aux structures d'hébergement d'être entièrement certifiées bio, ou d'avoir un restaurant, ou un menu spécifique certifié bio, et de pouvoir communiquer sur cette certification.

Un enjeu politique

L'élan pour le bio trouve un écho auprès des dirigeants politiques. La région paie cher sa dépendance alimentaire à des produits de mauvaise qualité. Face aux épidémies d'obésité et de diabète, l'approvisionnement en produits frais et sains devient une priorité sanitaire. L'agriculture biologique répond aussi aux positions environnementalistes des États insulaires du Pacifique lors des négociations climat. Mais si le bio est présent dans les discours, les mesures institutionnelles de soutien suivent-elles ? Lentement, selon Stephen Hazelman. La POETCom vient de mettre en place "Policy tool kit" pour les aider à passer à l'acte. ■

72 000 ha

de surfaces agricoles sont certifiées bio dans le Pacifique.

90%

de la production des entreprises Adi Chocolate et Fijiana Cacao sont vendus sur le marché touristique local

Sans surprise, un important débouché local est le tourisme. Aux Fidji, les produits bio locaux se multiplient dans

✦ Pour en savoir plus : <https://tinyurl.com/hybrq9k>



Un modèle commercial “de la fève à la tablette” revalorise le secteur cacaoyer dans les Caraïbes.

INNOVATION

Cacao caribéen : de la fève à la tablette

Depuis les années 1950, la production de cacao caribéen n’a cessé de diminuer, or la hausse du prix du cacao fin sur les marchés mondiaux attire de nouveaux investissements.

Natalie Dookie

Un modèle économique régional innovant, “De la fève à la tablette”, associé à des investissements dans la recherche, le développement et les bonnes pratiques, est en train d’améliorer la durabilité de la filière cacao aux Caraïbes. En 2015, Ashley Parasram, un entrepreneur, lançait la première usine de transformation du cacao à Trinidad – Trinidad & Tobago Fine Cocoa Company (TTFCC) – en s’appuyant sur un partenariat public-privé. Cette installation de pointe, qui utilise les technologies les plus récentes de fabrication du chocolat, venues du Brésil, produit chaque année jusqu’à 100 tonnes de produits à base de cacao commercialisés sous la marque “Truly Exceptional”. TTFCC offre également des services de transformation à valeur ajoutée aux producteurs locaux

et entreprises privées, comme House of Arendel. Le cacao fin représente 5 % de la production mondiale de cacao, dont

1 000 t

de cacao fin, c’est l’objectif de TTFCC en termes de production d’ici 2020.

2 millions d’euros

est le montant de la subvention de l’IFCIC pour rapprocher producteurs et chocolatiers.

sept des huit producteurs exclusifs se trouvent aux Caraïbes. House of Arendel a aussi bénéficié d’une formation dispensée par le Centre de recherche sur le cacao (CRC). Selon Richard Trotman, directeur général de l’entreprise, la participation de House of Arendel à la formation a amélioré sa capacité d’innovation ; des fruits et des gelées locaux, goyave et mangue entre autres, sont par exemple ajoutés aux produits.

Afin d’améliorer la qualité du cacao, de porter la production de 650 tonnes en 2015 à 1 000 tonnes en 2020, et de positionner ce produit sur des marchés à valeur ajoutée, TTFCC a lancé – en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement et le CRC – le projet “Améliorer la commercialisation et la production de cacao artisanal originaire de Trinité-et-Tobago” (IMPACTT). IMPACTT élabore de nouvelles normes, met en place une chaîne de surveillance et un système de certification et développe une série d’outils pour aider les producteurs à vendre leurs fèves au meilleur prix. “Une tonne de cacao fin de Trinité-et-Tobago vaut trois à quatre fois plus cher sur les marchés mondiaux et les améliorations au niveau de la saveur, de la qualité, de la certification et du *branding* géographique peuvent encore augmenter sa valeur”, explique le Professeur Pathmanathan Umaharan, directeur du CRC.

La création du Centre international d’innovations du cacao fin (IFCIC), subventionné à hauteur de 2 millions d’euros par le Fonds UE-ACP “Sciences et technologie”, soutiendra également le rapprochement des acteurs de la filière – des producteurs aux chocolatiers. L’IFCIC abritera une “Académie du chocolat”, où seront organisés des cours pratiques sur l’utilisation des fèves autochtones, et encouragera la création de nouveaux produits et recettes. L’institut offrira également des services d’incubation afin d’assurer aux nouvelles entreprises locales un soutien technique, commercial et logistique. ■

✦ Pour en savoir plus (en anglais uniquement) : <https://tinyurl.com/zpts75v>

PARTAGER LES RISQUES

Un objectif difficile pour 2017

Un mécanisme innovant visant à diminuer les risques dans les prêts au secteur agricole a pour objectif de stimuler la transformation de toutes les chaînes de valeur agricoles.

Helen Castell

Le Système nigérian de partage des risques basé sur l'incitation en faveur du crédit agricole (NIRSAL) s'est fixé pour 2017 l'objectif difficile d'attirer 60 milliards de nairas (180 millions €) de nouveaux prêts bancaires commerciaux vers l'agriculture, essentiellement en offrant des garanties aux prêteurs, en favorisant l'utilisation d'assurances et en fournissant un appui technique pour améliorer la bancabilité des agroentreprises. La somme étant dix fois plus importante que le propre bilan actuel du NIRSAL, l'ampleur des fonds à mobiliser est énorme. Avec l'appui de la Banque centrale du Nigeria, le NIRSAL a de solides antécédents dans la diminution des risques des prêts agricoles depuis sa création en 2011, mais comment pourra-t-il s'acquitter de cette tâche monumentale ?

Au Nigeria, le NIRSAL a établi en février 2017 un partenariat avec le ministère fédéral des Ressources en eau pour faciliter les investissements du secteur privé visant à optimiser les terres, infrastructures et ressources hydriques sous-exploitées dans les onze Autorités de développement des bassins fluviaux (RBDA). Celles-ci, créées dans les années 1970 et 1980 pour assurer la disponibilité de ressources hydriques fiables permettant de cultiver toute l'année, n'ont pas répondu aux attentes. Selon le NIRSAL, l'investissement privé – facilité par les garanties de partage des risques du NIRSAL – permettra de moderniser et utiliser pleinement les infrastructures.

Grâce à un autre partenariat, en décembre 2016, le NIRSAL a reçu 284 millions d'euros de la Banque africaine de développement qu'il utilisera



© MILE 91/BEN LANGDON

L'objectif du NIRSAL est de mettre à disposition des financements abordables tout au long des chaînes de valeur agricoles.

cette année pour encourager les jeunes à ne pas abandonner l'agriculture. Les fonds serviront à garantir des prêts à des jeunes de 18 à 35 ans pour qu'ils identifient les opportunités et développent des plans commerciaux innovants dans divers domaines (aquaculture, cultures, commercialisation et transformation). Il s'agit de former une nouvelle génération de professionnels agricoles compétents pour améliorer la viabilité économique du secteur.

Les performances du NIRSAL lui ont valu une reconnaissance internationale

et ont déjà amené le gouvernement ghanéen à explorer un modèle semblable de partage des risques pour l'agro-financement. Le NIRSAL, très admiré à travers l'ensemble du continent africain, gagnerait toutefois à plus de transparence. Pour constituer un véritable modèle pratique pour d'autres gouvernements, l'initiative doit faire plus clairement la preuve de sa réussite, pas seulement en montrant que des financements commerciaux supplémentaires sont attribués à l'agriculture nigérienne mais aussi qu'elle en a tiré profit. ■

INTERVIEW

Drones agricoles, la nouvelle donne

Selon Giacomo Rambaldi, les drones devraient être une révolution pour l'agriculture des pays ACP. Il présente l'action du CTA dans ce domaine. Clé du développement de ces drôles d'engins : la gouvernance.

Anne Perrin

Dans une interview accordée au quotidien *Le Monde* du 27 décembre 2016, vous affirmez que l'usage des drones dans l'agriculture africaine représente un potentiel énorme. Pouvez-vous préciser votre pensée ?

L'explosion, au cours des deux-trois dernières années, des drones (ou UAVs, de l'anglais Unmanned Aerial Vehicles) s'est rapidement propagée dans différents secteurs dans les pays occidentaux. Mais l'arrivée des drones change aussi considérablement la donne pour l'agriculture des pays ACP. Leur usage dans ce domaine peut prendre deux directions principales : ils peuvent permettre de réduire le temps nécessaire à des tâches très chronophages, et générer des données précieuses, à un niveau de précision inimaginable. Sur le continent africain, ce développement s'est produit principalement en Afrique du Sud (le premier pays africain à avoir réglementé le secteur), initialement pour les études topographiques, les industries minières et la lutte contre le braconnage. Peu à peu, des entreprises privées ont commencé à fournir des services aux agriculteurs à partir des données collectées par les drones. Il faut préciser que l'usage des drones s'adresse principalement à l'agrobusiness ou aux petits agriculteurs regroupés en coopératives avec une même production, car ils ont



Giacomo Rambaldi, coordinateur senior du programme Technologies de l'information et de la communication au CTA, teste un drone dans la campagne néerlandaise.

un coût qu'il faut amortir sur des surfaces suffisantes pour être rentables (3 000-4 000 ha). Pour l'agriculture, les drones servent à détecter les mauvaises herbes, inventorier les cultures (prévoir les rendements), mesurer le stress des cultures (manque ou excès d'eau, infestations de ravageurs, manque de nutriments, etc.). Les images prises par les drones sont interprétées, et des conseils

sont donnés aux producteurs, pour par exemple intervenir au moment le plus opportun, ou mieux cibler l'application d'engrais. Des données complètes, précises et en temps réel sur les exploitations peuvent aider les agriculteurs à accroître leur solvabilité et accéder aux financements. Cela peut aussi faciliter le travail des assurances lorsqu'il s'agit d'estimer les dommages des cultures.

Quelles sont les actions du CTA pour promouvoir l'utilisation des drones agricoles dans les pays ACP ?

Le CTA a commencé à travailler sur les drones voici un an et demi environ, en construisant une communauté de pratiques, qui rassemble plus de 500 membres issus de 82 pays : www.uav4ag.org. Un numéro spécial d'*ICT Update*, magazine multimédia bimensuel du CTA, a été publié sur ce sujet, en avril 2016 : Les drones au service de l'agriculture. Il a même été traduit en anglais, espagnol et kiswahili. Une question primordiale pour le développement des services de conseil basés sur l'utilisation des drones est liée à la gouvernance. L'usage des drones a commencé dans un vide juridique quasi total, tandis que l'espace aérien est un monde à part entière, où l'on ne peut circuler en toute liberté. Le CTA,

Prendre de la hauteur

Les drones agricoles vers l'agriculture 3.0



Une bonne partie de cet ouvrage, dont l'objectif est de démontrer comment les drones entrent peu à peu dans notre quotidien, est consacrée à leur usage agricole. Les drones favoriseront l'émergence d'une agriculture 3.0, affirment les auteurs, qui donnent en début d'ouvrage une vue d'ensemble de l'histoire de ces drôles d'engins, apparus au grand public pour leur usage militaire, comme avions radiocommandés lors de la guerre en Afghanistan après le 11 Septembre... Depuis lors, les "drones", terme qui signifie faux-bourdon en français, surnommés ainsi lors de leur apparition du fait de leur bruit et de leurs mouvements maladroits, sont de moins en moins

broyants et de plus en plus agiles. Ils viennent ainsi apporter des informations en complément de celles que livrent les satellites. Les principales questions qui demeurent en suspens aujourd'hui, indiquent les auteurs, sont celles du coût, encore important, et de l'appropriation et la gestion des données collectées par les agriculteurs. Les "agridronistes" seront-ils les avatars d'un effet de mode ou les nouveaux producteurs ? L'exemple de la lutte contre les criquets pèlerins en Mauritanie, avec l'appui de la FAO, où des drones collectent des données visant à mieux cibler la lutte et à terme pulvériser des pesticides, est plutôt prometteur.

Des drones à tout faire ? Ce qui va changer dans ma vie au quotidien

Par I. Bellin avec S. Labbé

Éditions Quæ, 2017, 199 p.

ISBN : 978-2-7592-2529-3

17 euros

constatant cela, a étudié les politiques et réglementations en place. Cela lui a permis de publier un document intitulé *Drone governance: a scan of policies, laws and regulations governing the use of unmanned aerial vehicles (UAVs) in 79 countries* (en anglais uniquement) et de contribuer au lancement d'une base de données disponible sur un portail en ligne. Nous avons également lancé un programme de formation de sept jeunes entrepreneurs africains originaires du Bénin, du Ghana, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et de la Tanzanie, en lien avec l'entreprise française Airinov. Il s'agira de les former au pilotage des drones, mais également au traitement des données, de même qu'à la gestion d'entreprise.

En quoi les politiques ont-elles un rôle important à jouer pour promouvoir les drones agricoles dans les pays ACP ?

Le choix des gouvernements de formuler des lois et réglementations peut selon le cas promouvoir ou, tout simplement, décourager le développement d'une industrie. En effet, une industrie naissante ne peut faire face à des coûts trop importants, ni à des réglementations par trop complexes. C'est pourquoi nous défendons des législations qui ne soient ni trop restrictives, ni trop coûteuses, et qui promeuvent un usage responsable de cette technologie. Dans ce cadre, l'effort du CTA pour informer et sensibiliser les autorités nationales de l'aviation civile concernées via des publications et ressources en ligne trouve tout son sens. ■

Réglementation

Une étape indispensable



En avril 2016, 73 % des pays ACP n'avaient aucune règle ou réglementation existante sur l'usage des drones, 19 % avaient des textes, et 8 % étaient en train d'en mettre au point... Ces données, qui figurent parmi les résultats de cette étude passionnante réalisée dans les 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, sont publiées sur le site www.droneregulations.info, dont le CTA espère qu'il permettra d'éveiller l'attention sur la nécessaire réglementation de l'usage des drones.

Drone governance: a scan of policies, laws and regulations governing the use of unmanned aerial vehicles (UAVs) in 79 countries (en anglais uniquement)

Par C. Jeanneret et G. Rambaldi

CTA, 2016, 22 p.

CTA n° 1971



Téléchargeable gratuitement sur <http://tinyurl.com/hsfvlbk>

Drones

Un nouveau regard



La technologie des drones offre de multiples usages pratiques. Elle offre aussi un nouveau regard que la collection teNeues a choisi d'illustrer avec ce beau livre, qui présente les images uniques que permet cette nouvelle technologie. L'ouvrage présente ainsi l'œuvre de photographes aériens célèbres aux côtés d'images uniques capturées par des drones. Les sujets sont variés : éruption volcanique en Patagonie, mais aussi motifs abstraits que dessinent des fermes piscicoles vues du ciel. Des interviews d'artistes complètent cette "ode à la beauté des images aériennes".

Above the World : un drone pose son regard sur notre terre

Collection teNeues, 2016, 208 p.

59,90 euros

AGRICULTURES DE DEMAIN

Du solaire au minier... au solaire ?

Trois publications s'intéressent aux futurs des agricultures mondiales. Tour à tour historiques et prospectives, elles offrent de salutaires réflexions.

Anne Perrin

Changement climatique, sécurité alimentaire et nutritionnelle, pression sur les ressources renouvelables, de multiples défis s'imposent à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, les acteurs ruraux (agriculteurs, mais aussi acteurs du développement, chercheurs, bailleurs, privés et décideurs politiques) sont forcés d'envisager et d'expérimenter de nouveaux modes de production, transformation et distribution des produits agricoles qui soient viables sur le long terme tant au plan économique qu'environnemental. Trois ouvrages récents s'intéressent au futur des agricultures, et analysent de façon approfondie les évolutions des systèmes agricoles et agroalimentaires mondiaux. Avec des approches disciplinaires différentes, ils offrent des visions complémentaires, en enquêtant sur les innovations, mais aussi l'histoire des agricultures et systèmes agricoles pour en tirer des enseignements, dans divers domaines. Sciences sociales (gestion, économie, sociologie, anthropologie, philosophie) et agronomie sont alors conviées. Selon Benoît Daviron, socio-économiste, coauteur de "Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme", l'un des principaux intérêts et spécificité de cet ouvrage est sa prise de vue sur le temps long, et la mise en

perspective mondiale du basculement de sociétés "solaires", jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, vers des sociétés "minières", apparues à partir du XIX^e siècle. Les conséquences environnementales de ce basculement sont importantes, rappelle le chercheur, et la logique minière (avec une société basée sur l'utilisation de charbon, pétrole, et gaz naturels comme source d'énergie et de matière) qui prédomine depuis deux siècles a généré chez certains l'ambition de revenir à une société solaire, à l'instar des tenants de la bioéconomie (qui se fonde sur la biomasse comme base matérielle)... Une option jugée périlleuse par les auteurs de l'ouvrage si elle ne s'accompagne pas d'une remise en cause profonde des modèles de consommation. Benoît Daviron met également en lumière l'un des messages au cœur de cet ouvrage : la crise du système actuel, présentée comme telle dans bien des domaines (alimentaire, climatique, etc.), n'est encore qu'une menace, et ce modèle qui prédomine encore largement n'est pas près de s'effondrer. Une critique réelle de ce système doit tenir compte de cet état de fait.

La lecture de ces trois ouvrages permettra à chacun de se forger une opinion sur l'avenir des agricultures et du système agroalimentaire mondial, et sur les transitions en cours. ■



Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme
Par G. Allaire et B. Daviron
Éditions Quæ, 2017, 429 p.
ISBN : 978-2-7592-2614-6
49 €



Systèmes agroalimentaires en transition
Par P. Lubello, A. Falque, L. Temri, coord.
Éditions Quæ, 2017, 183 p.
Coll. Update Sciences & Technologies
ISBN : 978-2-7592-2573-6
35 €



Apprendre à innover dans un monde incertain. Concevoir les futurs de l'agriculture et de l'alimentation
Par E. Coudel, H. Devautour, C. T. Souillard, G. Faure, B. Hubert, coord.
Coédition Quæ et CTA, 2012, 233 p.
Coll. Synthèses
ISBN : 978-2-7592-1859-2
45 €
CTA n° 1711
15 unités de crédit
Voir recension complète dans Spore 162, février-mars 2013

Données ouvertes

Une révolution pour l'agriculture et l'alimentation



Pourquoi se focaliser sur les données ? Un éditorial exposant les motivations de ce numéro du magazine bimestriel ICT Update du CTA sur "Les bienfaits des données ouvertes pour l'agriculture et la nutrition" donne le ton. Au sommaire, 24 pages d'articles et ressources sur ce sujet plus que jamais au goût du jour, au lendemain du troisième atelier international "L'utilisation des données ouvertes dans l'agriculture et l'alimentation pour

changer la donne", coorganisé par le CTA à La Haye en février 2017. À notre époque, où les technologies de pointe sont partout, l'agriculture et l'alimentation demeurent une préoccupation mondiale. Or améliorer la production dans le respect de l'environnement demande d'avoir des données fiables, accessibles et précises, et de savoir les comprendre et les traiter. Dans ce contexte, le magazine propose plusieurs articles, émanant de points de vue variés sur les données ouvertes et leurs enjeux. Bonnes pratiques et défis sont présentés dans un premier temps. Au Kenya, une initiative nationale sur les données ouvertes permet depuis 2011 aux chercheurs, politiques, développeurs et au grand public d'accéder à un ensemble de statistiques et données sur le développement, gage de décisions plus éclairées, d'innovations et de transparence de l'action publique. À la conférence de La Haye, un hackathon a

été organisé pour permettre aux programmeurs, développeurs, et innovateurs de rivaliser d'imagination et de sens pratique, et montrer que des progrès majeurs sont possibles pour l'agriculture et l'alimentation grâce aux mégadonnées et aux données ouvertes. Quoi de mieux que de former les journalistes, ces passeurs d'information, aux données ouvertes et à leur utilisation journalistique ? Un article intitulé "Traduire des données complexes en articles accessibles" présente une formation coorganisée en juillet 2016 par le CTA et le NEPAD pour les membres du réseau de journalistes du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Une vidéo de l'atelier est disponible sur le site du CTA. Des graphiques, pédagogiques, illustrant les principaux enjeux de façon claire et concise viennent compléter ce numéro du magazine, disponible en anglais et français. ■

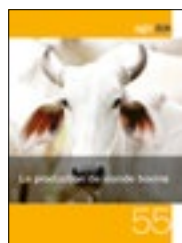
ICT Update, n° 84 : Les bienfaits des données
ouvertes pour l'agriculture et la nutrition
CTA, février 2017, 24 p.



Téléchargeable gratuitement sur :
<https://tinyurl.com/kk3qjj4>

Viande bovine

Conseils aux éleveurs



Expliquer comment augmenter la production de viande bovine dans les élevages extensifs à faibles intrants en s'appuyant principalement sur les moyens disponibles dans l'exploitation, tel est l'objectif de ce nouvel opus de la collection Agrodok coéditée par le CTA et Agromisa. Cette brochure traite exclusivement des systèmes d'élevage bovin extensifs, allant du nomadisme à la ferme laitière (où la viande est un

produit secondaire) en passant par les exploitations où la viande est le seul produit. Davantage de travail et plus d'intrants sont nécessaires pour parvenir à produire plus, mais avant tout, les auteurs en appellent à un changement d'état d'esprit chez les éleveurs. Deux thèmes principaux sont au cœur de l'ouvrage : la gestion des systèmes de production et la croissance des animaux. Stratégies de production, alimentation, vêlage sont parmi les premiers thèmes abordés. Reproduction et sélection, nutrition et pâturages, santé suivent. De nombreux dessins illustrent ce guide pratique, également parcouru d'encadrés relatant des expériences vécues, sources de conseils pratiques et riches

d'enseignements. À l'instar de l'histoire de cet éleveur qui, en faisant avaler à un veau anormalement chétif les aliments régurgités d'une vache, lui permet de retrouver une croissance régulière en quelques semaines. Une liste d'ouvrages recommandés, des adresses utiles et un glossaire complètent ce guide pratique qui sera d'un usage précieux pour tout éleveur en quête de conseils. ■

La production de viande bovine
Par G. Den Hertog
Agrodok n° 55
Agromisa/CTA, 2016, 105 p.
ISBN : 978-92-9081-612-6
CTA n° 1978
5 unités de crédit



Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/jj69fmsc>

Microfinance, la solution ?

LAMON RUTTEN

N'enterrons pas la microfinance agricole trop tôt



Lamon Rutten
PDG de la bourse des matières premières d'Indonésie

La microfinance traverse une période compliquée depuis le début de cette décennie. À en croire une “analyse systématique” réalisée par le ministère britannique du Développement, “malgré le succès et la popularité apparents de la microfinance, il n'existe pas encore d'éléments probants démontrant les effets positifs des programmes de microfinance”. Certains observateurs estiment qu'il est temps de reléguer la microfinance aux oubliettes. Comment est-ce possible alors que nombre d'institutions de microfinance (IMF) font état de taux de remboursement élevés et relatent avec enthousiasme les histoires de clients dont la vie a été transformée par l'octroi d'un microcrédit ?

Ce décalage s'explique par le fait que les IMF s'intéressent principalement à leurs emprunteurs, tandis que les critiques examinent de façon plus large les communautés au sein desquelles ceux-ci évoluent. Remplacer un crédit exorbitant par un microcrédit ? L'emprunteur y gagne, mais le créancier, qui opère généralement dans la même communauté, y perd. Permettre à une cliente d'étendre ses activités en vendant des aliments transformés ? C'est faire perdre ses concurrents, qui partagent finalement le même marché de consommateurs à faibles revenus. Tant que la microfinance n'augmente pas la taille du gâteau mais se contente de redistribuer l'argent, la société n'en retirera aucun bénéfice, et se verra même appauvrie par les coûts des transactions.

Ces critiques sont-elles entièrement justifiées ? Nous ne trancherons pas la question ici. Mais elles adressent un message fort aux IMF : si vous voulez obtenir des fonds publics parce que vous menez une action bénéfique, faites en sorte que

vos prêts augmentent les revenus cumulés des communautés où vous opérez.

Reste à voir combien d'IMF prendront ce conseil à cœur. Précisons tout de même que les IMF actives dans la finance agricole n'ont pas grand-chose à faire pour corriger le tir : elles donnent déjà à leurs clients les moyens de vendre plus à meilleur prix et à moindre risque à des acheteurs externes à la communauté.

Prenons l'exemple de BASISX, une grande IMF indienne qui s'adresse aux communautés pauvres en milieu rural. Créée en 1996, l'institution est rapidement apparue comme un exemple de réussite. La direction de BASISX a donc été stupéfaite quand une étude d'impact menée au bout de cinq années d'activité a révélé que l'augmentation de revenus des clients BASISX était décevante, un quart d'entre eux ayant même subi une perte de revenus.

En réaction, BASISX a décidé de changer son fusil d'épaule pour tenter de remédier aux problèmes de ses emprunteurs comme les risques non gérés ou la faible productivité. BASISX a mis au point un ensemble de services dans différents domaines. BASISX a notamment commencé à fournir des services d'assurance pour les risques climatiques, la mortalité du bétail et les risques sanitaires. Outre des services d'analyse des sols et des formations à la gestion intégrée des nuisibles, des microcrédits pour des vaches ont été couplés à des services vétérinaires et à des formations sur l'alimentation animale et le fourrage.

Pour améliorer les conditions du marché, BASISX a soutenu divers programmes d'agriculture contractuelle, parvenant à une amélioration nette des revenus des agriculteurs. La méthode a

cherché à amener de nouveaux négociants sur la place pour rendre les marchés plus concurrentiels. Un système de financement par récépissés d'entrepôt a également été mis en place pour que les agriculteurs ne soient plus obligés de vendre directement après la récolte et puissent entreposer ces récoltes et les utiliser comme caution pour obtenir des crédits.

En plus de calquer ses produits de crédit sur les cycles agricoles (pas de petits remboursements quotidiens comme dans la microfinance traditionnelle !), BASISX a voulu assurer une augmentation suffisante des revenus de ses clients pour rembourser leurs emprunts sans difficulté, et a intégré des mécanismes d'atténuation des risques dans ses structures de crédit qui protègent les clients des risques externes. Ce ne sont pas là des rôles traditionnels d'une banque ou d'une institution de microfinance, mais ils sont pertinents dans la finance agricole. Un financier peut se retrouver à employer plus d'agronomes et d'agents de vulgarisation que d'agents de crédit, mais pourquoi pas, si cela garantit la rentabilité de son activité ?

D'autres IMF s'étant lancées avec succès dans le prêt agricole ont suivi des méthodes similaires. Il y a certes encore matière à apprendre et à s'améliorer, en particulier en mettant pleinement à profit tous les avantages des TIC modernes. Mais en intégrant la microfinance dans une offre étendue de services comprenant gestion des risques, aide à l'optimisation des rendements et amélioration des liens commerciaux, les IMF ont démontré que l'annonce de la mort imminente de la microfinance – du moins pour l'agriculture – était grandement exagérée. ■

MIKE WARMINGTON

Financer les petits producteurs : miser sur l'impact

Les exploitants agricoles représentent plus de 75 % de la population mondiale en proie à la pauvreté. Actuellement, sur les 200 milliards US\$ auxquels s'élève la demande mondiale de financement de ces petits exploitants, à peine 50 milliards US\$ sont octroyés, dont la moitié via des canaux informels. Les fournisseurs de services financiers (FSF) se focalisent principalement sur les clients urbains.

Or, l'investissement dans l'agriculture génère 2 à 4 fois plus de revenus chez les personnes les plus démunies que l'investissement dans d'autres secteurs. L'échelle et l'impact des efforts à consentir pour répondre à cette demande font du financement des petits exploitants la plus grande opportunité actuelle en termes d'inclusion financière.

Il existe déjà des exemples formidables de services financiers axés sur les producteurs agricoles. Les six membres de la nouvelle structure Propagate Coalition (<https://tinyurl.com/jffbdom>) proposent divers services financiers aux petits exploitants. Il existe cependant trois raisons pour lesquelles il est si difficile d'accéder à ce type de services.

1) Le coût : en milieu rural, les coûts d'exploitation sont plus importants, les prêts sont généralement moins élevés que les prêts commerciaux octroyés en milieu urbain, et des prêts de plus longue durée sont généralement nécessaires pour s'ajuster à la saison agricole.

2) Les risques : les FSF redoutent les risques climatiques, les nuisibles, les maladies et les fluctuations du marché. Même en cas de récolte exceptionnelle, la surabondance de l'offre peut faire chuter les prix et menacer le remboursement du prêt.

3) La complexité : la formation et les liens au sein de la filière sont nécessaires pour maintenir un portefeuille sain et influent, mais cette expertise dépasse souvent la zone de confort d'un FSF et de son équipe.



Mike Warmington

Directeur des partenariats de microfinance, One Acre Fund

Ces difficultés peuvent être surmontées, mais les FSF, le secteur de l'inclusion financière et l'industrie agricole doivent collaborer plus efficacement. Pour ce faire, trois façons de procéder s'offrent à eux.

1) Mieux structurer le financement de gros : les conditions des investisseurs ne correspondent pas aux besoins des exploitants agricoles. Si les prêteurs parviennent à remédier à cette difficulté, ils pourront alors proposer les conditions propices aux agriculteurs, et accroître ainsi l'impact de leur investissement.

2) Se concentrer sur l'impact aide à atténuer les risques. Si un FSF propose un produit de crédit à haut impact agricole, plus la récolte sera bonne, plus les clients seront heureux, prospères, mieux disposés et à même de rembourser leurs emprunts.

3) Renforcer les partenariats : en échangeant les connaissances et les bonnes pratiques existantes, les FSF créeront rapidement de meilleurs produits. Le renforcement des partenariats avec des prestataires de services techniques et autres se traduira par des produits à meilleur impact ciblant les petits producteurs.

Le financement des petits producteurs suscite actuellement un intérêt considérable. Comblé cet écart aura un impact énorme sur les personnes démunies, et en suivant ces recommandations nous atteindrons cet objectif bien plus rapidement. Qu'attendons-nous ? ■

Sondage

Microfinance, la solution ?

50 %

Pour être efficaces, les institutions de microfinance (IMF) doivent mieux sélectionner les emprunteurs.

30 %

Pour être efficaces, les institutions de microfinance (IMF) doivent davantage prendre en compte risques, productivité et marchés.

20 %

La microfinance est un moyen efficace de lutte contre la pauvreté.

0 %

Il n'existe pas de preuve tangible de l'efficacité de la microfinance.

Autres débats

Un troisième blogger s'exprime sur ce sujet.

Visitez les pages Opinion du site de Spore :

<https://tinyurl.com/n23oejq>

Chaque mois, un nouveau débat est mis en ligne sur un sujet différent.

Prochain numéro

185 Juin-Août 2017

© REUTERS/ALAMY STOCK PHOTO



DOSSIER

Modèles de financement pour l'agriculture

Comment des approches innovantes de financement peuvent catalyser la croissance pour les producteurs ACP

TENDANCES

Agriculture de précision

Des solutions abordables et réalistes pour le futur ?

CHAÎNES DE VALEUR

Racines et tubercules dans les Caraïbes

Franchir les obstacles aux marchés domestiques et internationaux pour ces importantes cultures de base

SERVICES AUX LECTEURS

Écrire à Spore

CTA – rédaction de Spore
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

LIRE SPORE EN LIGNE

www.spore.cta.int

S'abonner à Spore

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE

• gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) :

s'abonner

- via <http://publications.cta.int> en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;

- par la poste (CTA Spore Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas)

RECEVOIR LE RÉSUMÉ GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

www.spore.cta.int ou envoyez un e-mail vierge à :

join-spore-fr@lists.cta.int

Pour la version texte seulement : join-spore-text-fr@lists.cta.int

Reproduire Spore

- Pour un usage non commercial, les articles de Spore peuvent être librement reproduits sans les photos à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie de la parution.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe  sont téléchargeables sur <http://publications.cta.int>

Les titres précédés du logo  peuvent être obtenus comme suit :

Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :

- Vous avez un compte sur <http://publications.cta.int> ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur "Ajouter au panier" et "Passer la commande".
- Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonné(e) aux publications du CTA :

Demandez un abonnement via le site <http://publications.cta.int>, par e-mail à pdsorders@cta.int.

Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :

Vous pouvez, soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie, soit les télécharger sur <http://publications.cta.int>, si ils sont en accès libre.

Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement !

SPORE est le magazine trimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne et est financé par l'UE • CTA • Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-Mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION** : Michael Hailu • **DIRECTEUR DE LA RÉDACTION** : Stéphane Gambier • **DIRECTRICE ADJOINTE DE LA RÉDACTION** : Anne Legroscolard • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Thierry Doudet, Isolina Boto, Benjamin Addom, Vincent Fautrel • **RÉDACTION** : Rédactrice en chef : Susanna Cartmell-Thorp, WRENmedia, Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA • Rédactrice de la version française : Anne Perrin, 18 rue de Bercy, 34 000 Montpellier, France • **Contributeurs** : O. Alawode (Nigéria), M. Andriatiana (Madagascar), B. Bafana (Zimbabwe), C. Biao (Bénin), J. Bodichon (France), H. Castell (Royaume-Uni), M. Davison (Royaume-Uni), N. Dookie (Trinité-et-Tobago), G. N. Francesconi (CTA), O. Frost (Royaume-Uni), A. Gross (Royaume-Uni), D. Juchault (France), J. Karuga (Kenya), W. Levy (Australie), K. Lohento (CTA), M. Makoni (Afrique du Sud), D. Manley (France), G. Rambaldi (CTA), S. Reeve (Royaume-Uni), M. Reinert (France), P. Sawa (Kenya), P. Wamboga-Mugirya (Ouganda) • **DESIGN** : Vita, Italie • **MAQUETTE** : N. Chauveau, T. Paillot, P. Pothier, Intactile DESIGN, France • **IMPRESSION** : Latimer Trend & Company, RU • © CTA 2017 - ISSN 1011-0054



LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR



Briefings de Bruxelles sur le développement

Sensibiliser la communauté du
développement ACP-UE depuis 2007 aux
défis agricoles et ruraux d'aujourd'hui

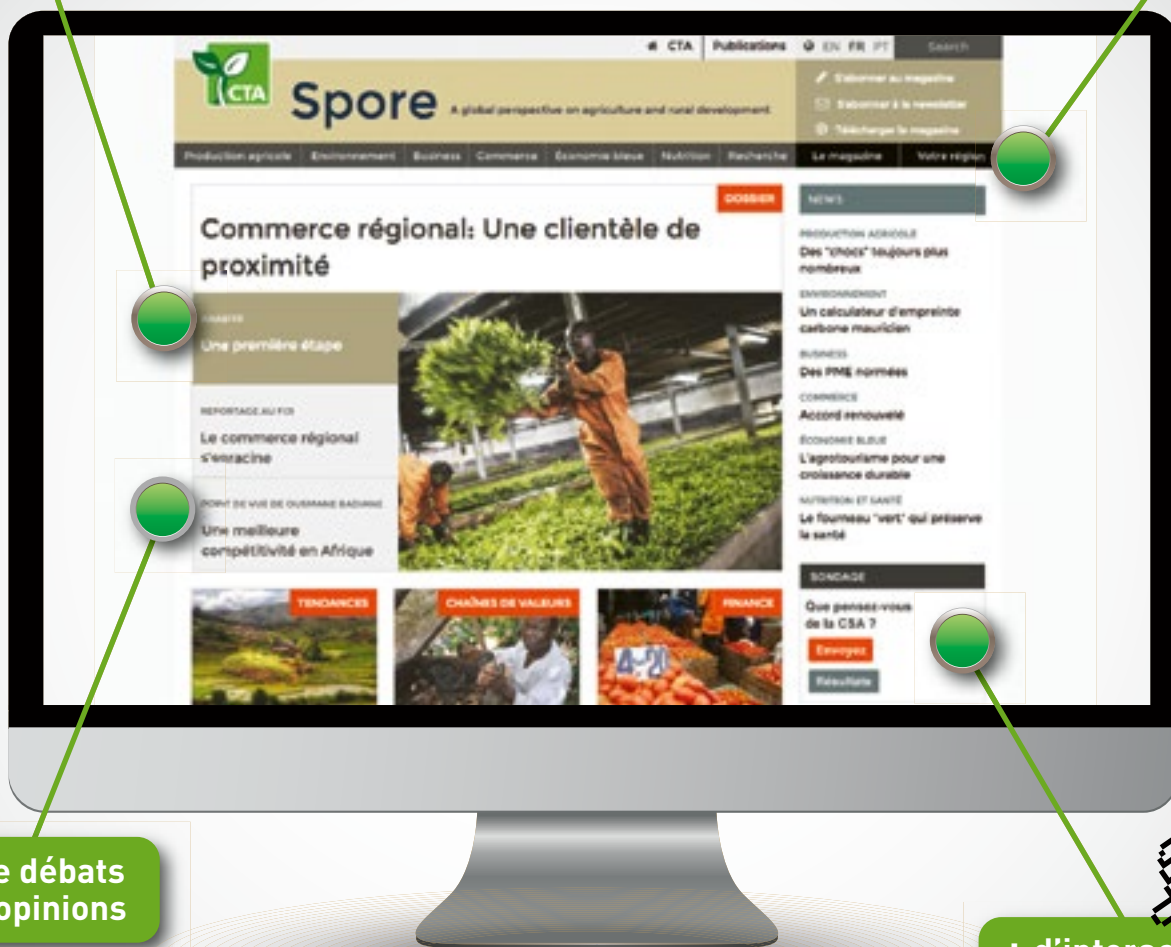
www.bruxellesbriefings.net

Les Briefings de Bruxelles sont une initiative du CTA et de ses partenaires :
la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des
Ambassadeurs ACP et la confédération CONCORD.

EXPLOREZ LE NOUVEAU SPORE

+ d'expertises

+ d'infos sur
votre région



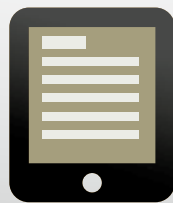
+ de débats
et d'opinions

+ d'interactivité

Le développement agricole, chaque jour, à portée de clic



SMARTPHONE



TABLETTE



ORDINATEUR



www.spore.cta.int